

les 11 nouvelles

DE L'ÉTÉ

Une publication
trimestrielle de la direction
générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement
3^e trimestre 2009

Ruralité

**L'agriculture et
les cours d'eau
non navigables**
p. 4-7

AgriNature

**Pour sauver les
derniers petits
rhinolophes,
les agriculteurs
agissent**
p. 25-27

Secteur animal

Mouton à viande
p. 30-33

dossier Les villageois plébiscitent leurs fermes



Entré en vigueur le 15 janvier 2009, ISA enrichit l'antérieur régime d'aides à l'agriculture (AIDA) de quelques assouplissements très attendus.

Si l'optique de cet instrument de soutien aux investissements en agriculture reste inchangée par rapport au dispositif précédemment appliqué, une révision des conditions d'accès aux aides, un relèvement des montants, dans certains cas ont notamment été introduits.

Plus d'informations

Direction des Structures agricoles, DGARNE
 Ilot Saint-Luc
 14, chée de Louvain
 5000 Namur
 T. : 081 / 64.96.61
 F. : 081 / 64.95.22

Aida versus ISA

| Dispositions | AIDA | ISA |
|--|--|---|
| Art. 1 | UTH | Unité de travail, UT : fraction de 1.800 h par an (max 1 si agriculteur à titre principal ou max 0,5 si plus de 1.170 heures à l'extérieur) |
| Art. 5 | Décision du ministre | La décision appartient au Directeur général Est ouverte une possibilité de recours auprès du Ministre |
| Art. 7 : conditions d'octroi des aides | Revenu origine : 120 % | Plafond sur les revenus liés à l'exploitation : 40.000 € maximum par UT |
| | Revenu 75 % | Viabilité de l'exploitation (condition d'octroi des aides) : le revenu lié à l'exploitation est de minimum 7.500 € par ½ unité de travail |
| | 20 ans à la date du dépôt de mla demande | 20 ans à la date du premier paiement |
| Art. 5 §7 dans AIDA, art.86 dans ISA | (AIDA modif) | Octroi des aides à des associations de producteurs : 50 % des membres de l'association peuvent justifier de la qualification professionnelle requise |
| Art.8 | mois | Démarrage des travaux au plus tard durant les 6 premiers mois de l'année qui suit la date prévue En clair : si travaux prévus pour févr. 2010 au plan de développement (approuvé), les démarrer obligatoirement avant juin 2011 |
| Art. 9 | CUMA : 10 ans | Matériel des CUMA : éligibilité du remplacement du matériel de + de 7 ans d'âge appartenant à la CUMA Utilisation par trois agriculteurs membres de la CUMA vérifiable |
| Art. 13 et 14 | taux de 10 et de 25 % | Un taux unique d'intervention (20 %) est appliqué pour les investissements dans des catégories spécifiques (économies d'énergie, bien-être des animaux, transformation de produits, ...) |
| Art. 15 | Bonus jeune : 5 % | Investissements réalisés dans les six ans de l'installation d'un jeune : le <i>bonus</i> passe à 10 points de % Investissements spécifiquement destinés à de la production de qualité différenciée : le <i>bonus</i> est de 10 points de % |
| Art. 17 | Plafond mobilier / immobilier | Montant du plan d'investissement maximal éligible : 350.000 € (pour les investissements mobiliers et immobiliers) |
| Art.19 | MCIS 1 ^{er} investissement | Infrastructures de stockage : pas de paiement des aides tant qu'elles ne sont pas conformes |

M. Claude Delbeuck,

Directeur général de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement



SOMMAIRE

Gestion

ISA succède à AIDA, quelles implications p 2

Ruralité

L'agriculture et les cours d'eau non navigables p 4

Economie

Développements récents dans l'évolution des prix et des coûts dans la chaîne du lait p 8

Dossier

Les villageois plébiscitent leurs fermes p 12

Agrinature

Pour sauver les derniers petits rhinolophes, les agriculteurs agissent p 25

Secteur végétal

Culture du chanvre de la théorie à la pratique p 28

Secteur animal

Mouton à viande Quelle rentabilité en RW ? p 30

Recherche

Etat de la fusariose sur maïs en Wallonie p 34

CRA-W

Fusariotoxines et froment d'hiver p 36

APAQ-W

L'élevage et la viande de porc à l'honneur ! p 38

Brèves du livre

p 39

En ce début d'été où la voix des agriculteurs wallons a fait entendre le malaise et la fragilité de certaines exploitations, l'UCL publie via *Les Nouvelles* les résultats d'une étude centrée sur le rôle des agriculteurs dans la ruralité contemporaine, la 'campagne', les villages dans ce qu'ils sont devenus aujourd'hui. En question : l'état des relations entre agriculteurs et autres résidents (néoruraux, particulièrement), l'objet de l'étude étant d'identifier clairement les raisons d'un antagonisme supposé et de proposer les moyens d'y trouver solution.

Pour surprenantes qu'elles soient, les réponses données sont nettes et sans équivoque. D'après les avis recueillis, 95 % des habitants de la zone rurale ne conçoivent pas leur village sans (une) exploitation agricole. C'est donc dans une quasi-unanimité que le rôle structurant de l'agriculture dans la ruralité est reconnu.

Alors ? Alors, les deux segments de population interrogés, agriculteurs et non agriculteurs, font appel à plus de dialogue, d'information et d'occasion de se parler et de se connaître. L'ouverture des uns vis-à-vis des autres est égale et réciproque, si ce n'est une pointe de réserve de la part des agriculteurs à l'égard de leurs voisins. Les conflits que l'on disait lancinants sont l'exception.

Si le secteur agricole supporte parfois durement les changements que la société lui impose, ces résultats sont sans doute la marque du plein succès et de la reconnaissance non mitigée de ses efforts.

A nous tous dès lors de mettre en avant cette proximité d'idées et cette rencontre d'intérêts pour enrichir de cette dimension l'offre des produits et des services émanant de l'agriculture.

Bonne lecture !

CLAUDE DELBEUCK,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT
Chaussée de Louvain, 14 B-5000 Namur • Tél. : 081 64 94 11
dga@mrw.wallonie.be • <http://agriculture.wallonie.be>

L'agriculture et les cours d'eau non navigables



Photo : Parc naturel Haute Fagne Eiffel (PNHFE)

Entre forêts, champs et prairies, petits villages et grandes villes, chemins de halage et autoroutes de Wallonie, coulent quelques 12.000 cours d'eau dont 1.683 kilomètres sont gérés par la direction des Cours d'eau non navigables (DCENN) du département de la Ruralité et des Cours d'Eau (DGARNE).

La DCENN gère des cours d'eau dits de *première catégorie* dont la largeur est comprise entre 5 et 35 mètres et qui se situent, en période normale, dans la classe des eaux moyennes à rapides (vitesse de courant de 0,25 à 1 mètre par seconde). Les cours d'eau navigables et les cours d'eau non navigables de 2^e et 3^e catégories sont gérés par d'autres administrations qui sont, respectivement, la direction générale de la Mobilité et des Voies hydrauliques, les Provinces et Communes.

Ce type de cours d'eau et sa position dans le paysage (successivement dans des zones rurales, semi-rurales et/ou urbaines) nécessitent une gestion particulière, résultant de compromis entre la vie naturelle de la rivière et les droits de ses riverains; on parle dès lors de **cadre socio-naturel** du cours d'eau. Cette gestion implique directement ou indirectement un nombre important d'acteurs tant publics que privés.

L'agriculteur joue ici un rôle primordial du fait de la prééminence des champs et des prairies à proximité directe des cours d'eau. (voir graphe ci-contre). A travers ses pratiques culturelles, il exerce donc une action directe et indirecte sur l'environnement du cours d'eau.

Mettre en œuvre une harmonie et une gestion cohérente entre ces espaces coule donc... de source : quelques cas concrets...

De mémoire d'homme, le bétail a toujours pataugé dans les cours d'eau pour s'y abreuver ou les traverser. Pourtant, dans notre société actuelle, cela pose quelques problèmes de pollution et de colmatage du lit pour la rivière. Depuis 1970, cette pratique naturelle est remise en cause par une législation qui impose la pose de clôtures sur les pâtures, le long de la plupart

des cours d'eau. Il faut reconnaître qu'elle reste très peu appliquée soit à cause de la complexité du terrain soit par la délivrance en son temps de plusieurs dérogations qui font qu'il y a inégalité de traitement entre les citoyens.

En plus du rétablissement de la pose de clôtures, la DCENN serait demanderesse de différents aménagements simples et efficaces comme la pose de systèmes d'abreuvement et de ponceaux (les modalités pratiques et financières étant, bien entendu, à convenir).

L'existence d'une clôture n'implique pas pour autant le droit pour quiconque de circuler sur la bande de terrain située entre la clôture et le cours d'eau. S'il n'existe pas de titre contraire, les riverains ne sont donc pas obligés de subir les allées et venues de personnes le long du cours d'eau.

Le propriétaire a un droit de pêche jusqu'au milieu du cours d'eau qu'il peut céder à un tiers. Il peut aussi donner son accord et livrer droit de passage à des

pêcheurs ou à des chasseurs sur ses terrains. La DCENN est seule à bénéficier d'un droit d'accès à tout moment dans et le long des cours d'eau.

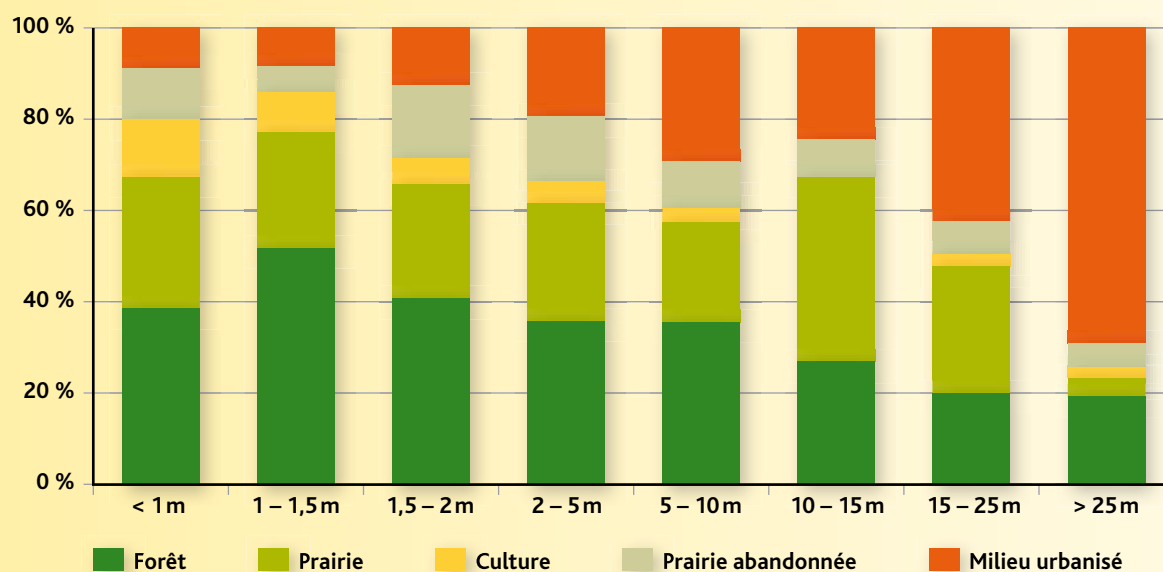
En effet, la DCENN, comme les autres gestionnaires, est amenée à réaliser régulièrement des travaux d'entretien dans le cours d'eau pour réaliser sa mission qui consiste à garantir le bon écoulement : enlèvement d'entraves, consolidation des berges : placement de dispositifs de protection, entretien de la végétation, réparation des ouvrages d'art, renforcement des digues et surtout curage des terres et sédiments divers qui obstruent les ponts ou comblent le lit des rivières.

Des travaux plus importants visent par exemple l'approfondissement, l'élargissement, la rectification ou la modification du tracé du cours d'eau, ainsi que la construction, la réparation ou la modification des ouvrages d'art (ponts, bassins de retenue, ...). Dans la mesure du possible, et sauf urgence, les travaux d'entretien

s'effectuent aux périodes les moins contraignantes pour les agriculteurs riverains (après les moissons par exemple). Un état des lieux est généralement dressé au préalable avec engagement de remise en état après la réalisation des travaux. Outre les droits des riverains, le gestionnaire est tenu de respecter d'autres réglementations telles que la *loi sur la Conservation de la nature* et les prescrits de l'Aménagement du territoire. L'obligation pour l'autorité gestionnaire d'effectuer les travaux n'est donc pas absolue. L'opportunité des travaux est à apprécier au cas par cas.

Par exemple, la DCENN n'est pas tenue de réparer une érosion menaçant une propriété riveraine (comme une prairie) si cela n'entrave pas le bon écoulement des eaux. Par contre, si une propriété est inondée à cause d'une entrave à l'écoulement, dont l'agriculteur n'est pas responsable, il incombe à la DCENN de réaliser les travaux dans des délais raisonnables.

Type d'occupation du sol le long des cours d'eau



Source : Unité de Gestion des Ressources forestières et des milieux naturels

En corollaire, le propriétaire privé est tenu d'entretenir les ouvrages qui lui appartiennent (mur, barrage, bief, pont, voûtement, ...).

Afin de bien assurer sa mission de service public, le gestionnaire dispose d'un droit d'accès le long des cours d'eau quel que soit le type de parcelle. Il a le droit de déposer sur les terres riveraines les matières enlevées du lit du cours d'eau, ainsi que les matériaux, l'outillage et les engins nécessaires pour l'exécution des travaux. Le propriétaire peut donc subir ces dépôts, pour autant que ceux-ci (notamment les boues) répondent aux normes en vigueur.

Un autre droit de l'agriculteur en tant que riverain d'un cours d'eau non navigable est celui d'effectuer des prises d'eau au moyen de dispositifs mobiles, de manière à irriguer ses parcelles qui bordent le cours d'eau et même les champs qui jouxtent directement les terrains riverains. Il ne peut pas utiliser cette eau pour irriguer des propriétés non directement voisines du fonds riverain, pour des champs séparés par une route par exemple, sauf si une servitude d'aqueduc est délivrée.

Si la prise d'eau implique la réalisation préalable de travaux (construction d'un petit barrage, d'un bassin de rétention, etc.), une autorisation auprès du gestionnaire sera nécessaire. Celui-ci restera également attentif au maintien d'un débit minimal, dit *débit réservé* ou *débit écologique*, dans la rivière afin de garantir la pérennité de la vie biologique et autres usages qui en dépendent.

Sur les rives, quelques obligations doivent être respectées : il est interdit de dégrader ou d'affaiblir, de quelque manière que ce soit, les berges ou les digues d'un cours d'eau. L'enlèvement de la végétation d'une berge sur une longueur importante, peut, dans certains cas, affaiblir sa stabilité et générer des problèmes d'érosion. Il est également interdit de labourer, de herser, de bêcher ou d'ameubler la bande

Photo : DCARNE, DCENIN



La Semois à Laîche, où clôtures et rivière font bon ménage.

Photo : PNHFE



de terre d'une largeur d'1/2 mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres. Les textes de loi précisent aussi un certain nombre de distances à respecter vis-à-vis des limites des parcelles ou des berges des cours d'eau :

- les arbres à hautes tiges ne peuvent être plantés à moins de 2 mètres de la limite de la propriété. Une distance d'1/2 mètre doit être respectée pour les autres arbres et haies vives.
- les plantations forestières (sous-entendu comme *ensemble d'arbres groupés et*

exploités pour le bois) ne peuvent être faites en zone agricole à moins de 6 mètres de la ligne séparative de deux héritages. Il convient donc de bien connaître les limites des parcelles,

- il est interdit de planter des résineux ou de laisser développer leur semis à moins de 6 mètres des berges de tout cours d'eau.

Par ailleurs, les terres agricoles subissent fréquemment les débordements du cours d'eau quand elles ne sont pas elles-mêmes source de ruissellements importants. Face aux inondations, la Wallonie s'est dotée d'un *Plan P.L.U.I.E.S.* (pour *Plan de Prévention et de Lutte contre les inondations et leurs effets sur les sinistrés*). Depuis 2003, ce plan d'ensemble répertorie et accompagne une trentaine d'actions qui représentent toutes les dimensions de la politique régionale en matière d'inondation (aménagement du territoire, gestion communale, mesures de prévention, ...). Les terres exploitées en bordure de cours d'eau peuvent être concernées par au moins trois actions qui sont portées par des méthodes agroenvironnementales (MAE). Il s'agit de promouvoir :

- les haies, les bandes enherbées et les prairies extensives (type MAE 9) ;
- les tournières enherbées et les prairies le long des cours d'eau ;
- les couvertures intercultures (MAE 4).

En effet, le couvert végétal joue un rôle important dans le maintien de la perméabilité du sol en protégeant la surface du sol de l'impact de la pluie. Le système racinaire et l'activité biologique agissent dans le même sens.

Enfin nous tenons à rappeler ce dernier principe qui, en Région wallonne, précise que toute modification du relief du sol est interdite sans permis préalable.

Trop souvent encore, des terres ou des gravats sont l'occasion de remblayer un fond de terrain humide, voire une partie du lit du cours d'eau. Une zone humide située en bordure de rivière joue un rôle

important car elle constitue une zone-tampon lors de crues. Remblayer une telle zone risque de bloquer l'écoulement de l'eau en cas de haut débit et d'aggraver la montée des eaux en amont. De plus ces remblais risquent d'être petit à petit emportés par les eaux et de s'accumuler en aval, à l'origine d'inondations locales. Ces dépôts causent en outre une perte de biodiversité. De très nombreuses espèces d'animaux et de plantes sont liées aux zones humides. Comblir ces milieux entraîne une menace sur ces espèces. S'il s'agit de lutter contre l'érosion des berges, certains n'hésitent pas à utiliser des matériaux de tout genre: tôles métalliques, briquillons, déchets,... pour reconsolider les berges et/ou se protéger des prochaines crues. Ces pratiques, très peu esthétiques

et peu concluantes, sont punissables par la loi. Il vaut mieux faire appel au gestionnaire du cours d'eau concerné pour discuter du problème plutôt que d'adopter des solutions 'maison'.

FRANCIS LAMBOT, DIRECTEUR

Photo : PNHFE



Pour plus d'informations

**Département de la Ruralité
et des Cours d'eau, DGARNE
Direction des Cours d'eau
non navigables**

**Francis Lambot, Directeur
15, avenue Prince de Liège
5100 Jambes**

T. : 081 / 33.63.59

@ : francis.lambot@spw.wallonie.be

Développements récents dans l'évolution des prix et des coûts dans la chaîne du lait



Le groupe de travail *Transparence des prix dans le secteur du lait et de la viande*, créé par le Ministre fédéral de l'Entreprise dans le cadre de l'*Observatoire des prix*, a chargé l'année dernière le SPF Economie d'analyser les récents développements dans les prix des produits laitiers et de contribuer ainsi à plus de transparence.

L'analyse, dont les principales conclusions sont présentées ici, se fonde sur les données officielles chiffrées qui étaient disponibles. Grâce aux réunions du groupe et aux contacts bilatéraux avec les représentants du secteur (*Fédération wallonne de l'Agriculture, Boerenbond, Confédération belge de l'Industrie laitière, Fedis, Région wallonne, Région flamande*), le SPF Economie a pu esquisser une image plus complète des prix et des coûts dans la chaîne du lait.

Evolution des prix aux différents stades de la filière

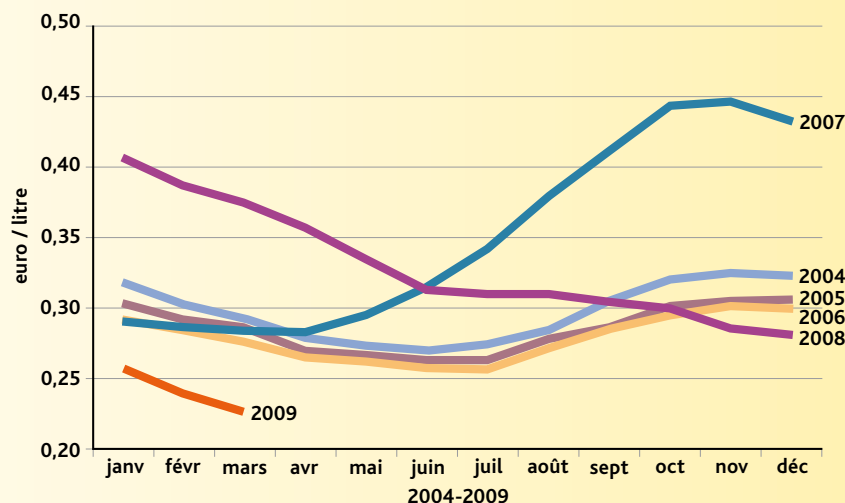
Au niveau des producteurs, après une forte hausse du prix en 2007, celui-ci montre une chute toute aussi importante en 2008 qui se prolonge en 2009 (graph. 1). Entre mars 2008 et mars 2009, le prix a chuté de 40 %. Les prix perçus par les producteurs en 2009 sont les plus bas depuis au moins 5 ans. Il faut encore signaler que les prix à la production pratiqués sur le marché belge sont très fortement déterminés par les prix internationaux (voir ligne *Prix du lait en poudre* du graphique 3)

En ce qui concerne les prix pratiqués par l'industrie laitière, le SPF Economie a pu mener à l'automne 2008 une consultation tant auprès de la grande distribution que des laiteries. Les résultats indiquent que pour le lait demi-écrémé, la hausse du prix entre la laiterie et le distributeur belge notée durant le second semestre 2007 a été intégralement et immédiatement répercutée sur le consommateur (graph. 2). La diminution intervenue ensuite, par contre, ne s'est exprimée que pour environ la moitié dans le prix à la consommation.

Si l'on se base sur l'échantillon plus large utilisé pour le calcul des prix à la consommation, qui outre les 'premiers prix' comprend également les prix des marques propres et des marques A-, on peut constater que la diminution moyenne du prix du lait demi-écrémé pour le consom-

Graphique 1

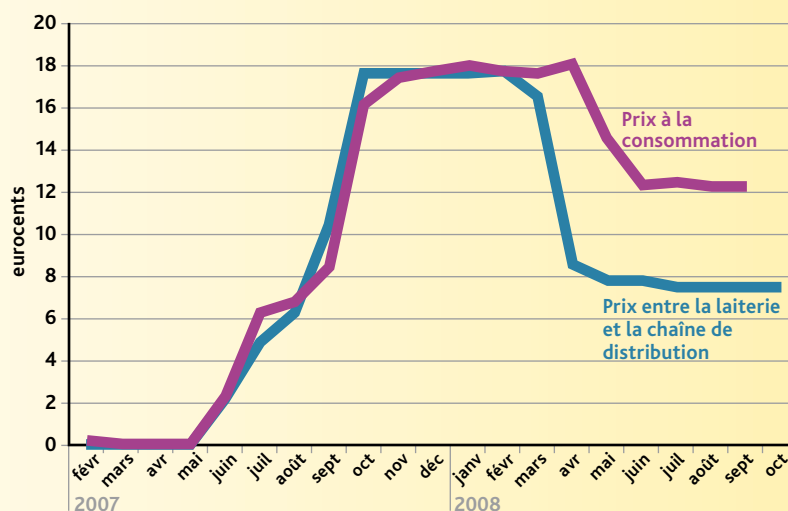
Lait : prix moyens au producteur (% MG et protéines réels), en euros par litre, période 2004 – 2009



Source : SPF Economie / DGSIE à partir des données de la Confédération belge des laiteries.

Graphique 2

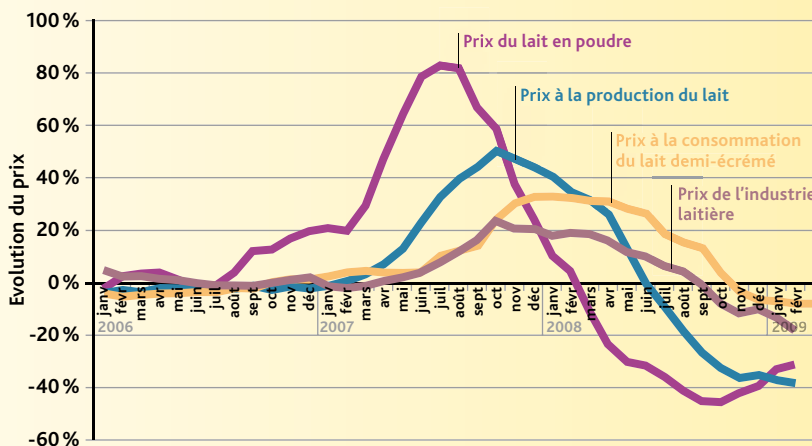
Comportement des prix du lait demi-écrémé ('premiers prix'). Modifications en eurocents par rapport à janvier 2007, au cours de la période février 2007 et octobre 2008



Source : Prix entre la laiterie et la chaîne de distribution : enquête spécifique du SPF Economie dans l'industrie laitière et la distribution, prix à la consommation : indice des prix à la consommation (SPF Economie).

Graphique 3

Evolution des prix à différents stades de la filière (100 = janvier 2006)



Source : SPF Economie.

économie



Photo : Marc Fasol

mateur est pour l'instant plus réduite que celle des prix des laiteries (voir graphique 3) : les prix de l'industrie laitière sont revenus à leur niveau de début 2006 tandis que les prix à la consommation sont actuellement quelques 260 % plus élevés qu'il y a 3 ans. Une analyse détaillée du prix à la consommation pour le lait demi-écrémé indique que de grands écarts subsistent entre les prix les plus bas et les prix les plus élevés.

Par ailleurs, l'évolution du prix pour les différentes variétés de lait demi-écrémé n'a pas été uniforme depuis 2007. En effet, les produits les moins chers pour du lait demi-écrémé ont le moins progressé par rapport à l'année précédente (exprimé en eurocents). La concurrence semble en tout cas pouvoir jouer puisque le consommateur a le choix entre une variété toujours croissante de prix.

Tableau 1 : Rentabilité des exploitations laitières très spécialisées wallonnes

| | 2006 | 2007 | 2007 | |
|---|--------------|--------------|--------------------|---------------|
| | €/100 litres | | Par rapport à 2006 | |
| | €/100 litres | | €/100 litres | % |
| Total des produits | 35,44 | 40,77 | 5,3 | 15,0 % |
| Aliments | 5,86 | 7,42 | 1,6 | 26,6 % |
| Engrais/semences | 2,01 | 1,78 | -0,2 | -11,4 % |
| Autres charges | 23,48 | 25,49 | 2,0 | 8,6 % |
| Charges totales | 31,35 | 34,69 | 3,3 | 10,7 % |
| Revenu du travail sans les aides | 4,09 | 6,08 | 2,0 | 48,7 % |
| Revenu du travail avec les aides | 10,16 | 12,95 | 2,8 | 27,5 % |

Source : à partir des données DAEA - DGARNE.

Rentabilité des producteurs et des laiteries

Les coûts des producteurs spécialisés en lait sont dominés par le coût des aliments et par l'amortissement. Le coût des aliments compte pour 55 % des charges opérationnelles (graphique 4). En 2007, la situation financière des exploitations laitières s'est temporairement améliorée par rapport aux années précédentes grâce à l'envolée du prix du lait (+ 24,5 %). Pour les exploitations wallonnes très spécialisées, les produits totaux (vente du lait et de la viande) ont augmenté de 15 % tandis que les charges n'ont augmenté que de près de 11 % (tableau 1).

Pour l'année 2008 et les premiers mois de 2009, il faut se fonder, à défaut de données comptables complètes sur la comparaison de l'évolution du prix du lait avec celle des principaux postes des coûts variables pour avoir un aperçu de la rentabilité des exploitations laitières belges. A la lecture du tableau 2, on se rend compte que les gains de rentabilité obtenus en 2007 par rapport à 2006 (un litre de lait qui augmente de 7 eurocents contre une augmentation des charges variables de 2 cents) ont été rapidement effacés. Au printemps 2009, la situation est catastrophique : par rapport à la moyenne des trois dernières années, le prix du litre de lait a chuté de plus de 9 eurocents alors que les coûts variables sont plus élevés. En ce qui concerne l'industrie laitière, une analyse des comptes annuels révèle que l'industrie laitière travaille avec des marges bénéficiaires relativement serrées : sur la période 2002-2006, la marge bénéficiaire moyenne nette était de 2,5 % alors que la marge moyenne pour toute l'industrie alimentaire se chiffrait à 4,1 %. En 2007, l'industrie laitière a payé le lait en moyenne 25 % plus cher qu'en 2006. Compte tenu de l'importance de l'achat des produits laitiers dans les coûts totaux

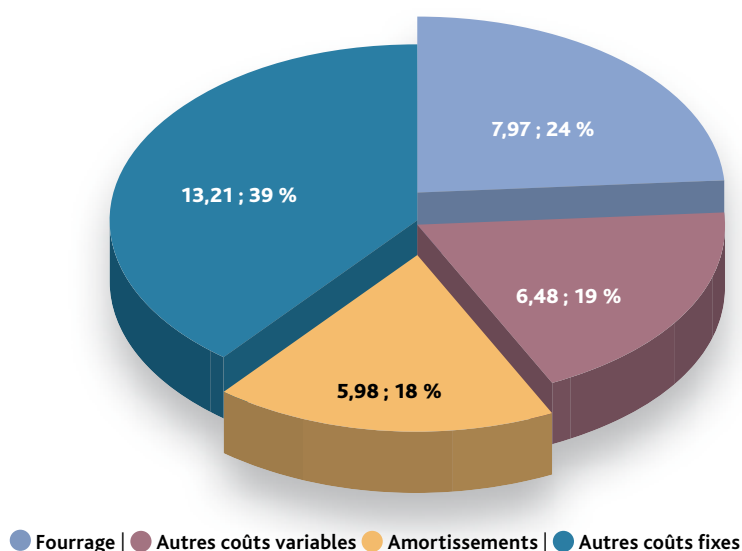
Tableau 2 : Evolution du prix du lait et des coûts variables (en €/100 litres de lait)

| | Année 2007 par rapport à 2006 | Année 2008 par rapport à 2007 | Moyenne 2007 et 2008 par rapport à 2006 | Janv-févr 2009 par rapport à janv-mars 2008 | Mars 2008 par rapport à la moyenne 2006-08 |
|-----------------|----------------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| Prix du lait | +6,9 | -1,7 | +6,1 | -14,8 | -9,3 |
| Coûts variables | +1,9 | +3,5 | +3,7 | -1,6 | +1,4 |

Sources : Calcul SPF Economie à partir des données sur les prix (SPF Economie et CBL) et de la DAEA – DGARNE.

Graphique 4

Structure des coûts : prix de revient en € par 100 litres de lait (2006)



Source : Réseau d'Information comptable agricole (RICA)

(plus de 60 %), ceci a majoré les coûts pour cette industrie de plus de 8 %. Or les marges opérationnelles nettes n'ont pas augmenté entre 2006 et 2007, ce qui laisse supposer que l'accroissement des recettes a suivi le rythme de la hausse des coûts. Pour l'année 2008 les bilans des entreprises de l'industrie laitière ne sont pas encore disponibles.

En 2007, le prix du lait perçu par les producteurs a connu une hausse très importante. Les prix que l'industrie laitière a payés ont suivi l'évolution des prix sur le marché mondial. Le mouvement des prix de vente de l'industrie laitière semble avoir été conforme au marché, vu que pendant la majeure partie de 2007, ils ont montré la même progression, à la suite de

l'augmentation des coûts. Les comptes annuels pour cette année des principaux acteurs de l'industrie laitière indiquent en effet que les marges bénéficiaires n'ont pas augmenté. Les indices des prix à la consommation et une enquête du SPF Economie auprès de l'industrie et de la grande distribution montrent également que la hausse du prix entre les laiteries et les distributeurs belges a été intégralement répercutée sur le consommateur. Par ailleurs, la concurrence semble en tout cas pouvoir jouer puisque le consommateur a le choix entre une variété toujours croissante de prix.

La plongée du prix au producteur à partir de la fin 2007 fait plus qu'annuler les gains de rentabilité obtenus en 2007, d'autant

que le coût des intrants a nettement progressé. L'industrie laitière a assez bien répercuté la baisse. La répercussion au niveau de la consommation de détail est par contre beaucoup moins automatique. A la mi-2008, cette étude a pu estimer que la diminution intervenue les derniers mois s'exprimait pour environ la moitié dans le prix à la consommation. Depuis lors, les prix de détail ont continué à baisser mais à un rythme beaucoup plus lent qu'au niveau de la production. Il faut cependant souligner que, notamment à cause de la complexité de la filière, il n'existe aucun lien mécanique, tangible, prévisible ou direct entre le prix du lait pour l'éleveur et le prix payé par le consommateur. Des divergences dans le comportement des prix à court terme ne sont dès lors pas nécessairement dues à des anomalies. Il importe toutefois de continuer à suivre les prix aux différents échelons de la filière de manière à déterminer si les divergences observées actuellement ne deviennent pas un phénomène structurel.

JEAN-MARIE BOUQUIAUX,

DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE AGRICOLE

Pour plus d'informations

Département de l'Etude du milieu naturel
et agricole – DGARNE
Direction de l'Analyse économique agricole
Dr Jean-Marie Bouquiaux
Ilot Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.94.54
@ : jeanmarie.bouquiaux@spw.wallonie.be

PRÉSENTÉ PAR DANIEL BODSON,
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE
DE LOUVAIN, PROFESSEUR À LA FACULTÉ
UNIVERSITAIRE DES SCIENCES AGRONOMIQUES
DE GEMBOUX

Le Professeur Daniel Bodson,
Docteur en Sociologie, a publié de
nombreux articles et deux ouvrages
traitant de l'évolution de la ruralité
contemporaine, en 1993, *Les
Villageois*, essai de sociologie rurale
et en 1999, *Il y a une vie en dehors
des villes*. Il assure en outre depuis
de nombreuses années, plusieurs
cours en cette matière à l'UCL, ainsi
qu'à la FUSAGx.

Les enquêtes liées à cette étude
ont été réalisées par la société
Sonécom de Limelette.

**'Il faut éviter de créer des
problèmes là où il n'y en
a pas, en véhiculant et en
relayant sans recul critique
des idées toute faites à
propos d'une prétendue
incompatibilité entre
l'évolution des villages vers
la résidentialisation et la
pérennité de la vocation
agricole de ceux-ci. Plutôt que
d'incompatibilité et de conflit
en effet, c'est d'ajustements
et d'adaptations dont il
faut parler.'**

Photo : Patrick Acken



Les villageois plébiscitent leurs fermes

Photos : JFO 2009

Les rapports entre agriculteurs et résidents non agriculteurs dans l'espace rural wallon sont une question qui actuellement occupe souvent le cœur de bien des débats. Du côté des organisations agricoles, dans la presse ou lors d'événements, elle fait l'objet de discussions et de prises de positions en sens divers. On constate cependant que celles-ci reposent parfois, voire le plus souvent, sur des approches approximatives qui, loin d'apaiser le débat, l'enferment dans des positions partisans radicales. De part et d'autre, il arrive que les *a priori*, les clichés et les jugements rapides prennent le pas sur une argumentation sereine et fondée qui, elle, pourrait permettre d'aboutir à des solutions valides et durables pour toutes les parties. Dans ce contexte, à la fois tendu et impatient de trouver des solutions, le Ministre de l'Agriculture de la Région wallonne a décidé d'apporter une assise sociologique à la problématique, avec pour objectif la mesure et l'analyse de cet antagonisme supposé. L'enjeu est de permettre de construire les rapports de la coexistence agriculteurs *versus* non agriculteurs sur des bases stables et non partisans. Au-delà de l'intérêt strictement scientifique, c'est là l'objectif sociétal que son auteur a apporté à cette étude.

L'objet de cette recherche est de faire le point d'une situation complexe, qui évolue rapidement et qui risque de se crispier. Il s'agit de voir, le plus précisément possible, ce qu'il en est réellement de l'état des relations entre agriculteurs et résidents, telles qu'elles se vivent sur le terrain villageois. Ce faisant, c'est à la réalisation d'une analyse originale que nous nous sommes attachés, celle des rapports entre deux fonctions majeures de la ruralité, l'agriculture et la résidence non agricole.

La méthode utilisée a été de réaliser une enquête quantitative comportant une double investigation, l'une dirigée vers les agriculteurs et l'autre vers les résidents. Cette double approche se donnait comme objectif :

- d'appréhender la **perception réciproque** qu'ont les uns des autres les agriculteurs et les résidents non agriculteurs, de voir comment ils perçoivent leur coexistence actuelle (aspects positifs et négatifs) ;
- d'objectiver la réalité des perceptions subjectives de chaque partie en effectuant des mesures précises des difficultés et désagréments, notamment ;
- de faire s'exprimer, de part et d'autre, des souhaits, des ébauches et tentatives de solutions.

Fiche technique

Qui sont les personnes interrogées ?

Les familles d'agriculteurs

Une typologie a été dressée suivant un ensemble de critères comme le type de ferme, la localisation géographique, la taille des exploitations, le type de production, ... Un tirage aléatoire a été opéré parmi les 'catégories' ainsi établies aboutissant à la sélection de quatre cent quinze répondants.

Ces quatre cent quinze personnes sont l'exploitant et les membres de sa famille (conjoint, enfant, éventuellement parents) qui habitent dans l'exploitation. L'échantillon porte donc sur des familles d'agriculteurs, ce qui se justifie lorsque l'on travaille sur la sociabilité dans les villages, celle-ci ne concernant pas le seul exploitant.

Les résidents non agriculteurs

- Le nombre de répondants s'élève à mille neuf unités.
- Une vingtaine de zones géographiques ont été sélectionnées, comprenant deux ou trois communes à l'intérieur desquelles cinquante enquêtes ont été menées dans plusieurs villages de la zone (v. ci-dessous).
- Le choix des villages se fait en fonction de la présence d'agriculteurs sur le territoire.
- A partir des différentes communes où des agriculteurs sont présents, un choix raisonné est réalisé pour la sélection des zones en fonction de l'objectif de la recherche.
- Une typologie des villages est envisagée selon la localisation, la démographie, le type d'agriculture, ...
- Les enquêteurs procèdent ensuite par *random* dans les villages choisis pour réaliser les enquêtes en face-à-face.

| Profils des personnes interrogées | | | | | |
|-----------------------------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|
| Age | Résidents | Agriculteurs | Sexe | Résidents | Agriculteurs |
| Moins de 20 ans | 3,3 % | 0,7 % | Masculin | 43,5 % | 56,9 % |
| De 20 à 29 ans | 11,9 % | 2,9 % | Féminin | 56,5 % | 43,1 % |
| De 30 à 39 ans | 14,0 % | 11,4 % | Total | 100,0 % | 100,0 % |
| De 40 à 49 ans | 22,8 % | 31,4 % | | | |
| De 50 à 59 ans | 21,1 % | 29,0 % | | | |
| 60 ans et plus | 26,9 % | 24,6 % | | | |
| Total | 100,0 % | 100,0 % | | | |

Les deux enquêtes ont été réalisées dans le deuxième semestre 2008.

| Situation familiale des personnes interrogées | | |
|---|----------------|----------------|
| | Résidents | Agriculteurs |
| Vit en couple, marié(e), avec enfant(s) | 37,5 % | 64,5 % |
| Vit seul(e) sans enfant | 16,0 % | 12,1 % |
| Vit en couple, marié(e), sans enfant | 16,3 % | 8,2 % |
| Vit en couple, non marié(e), avec enfant(s) | 8,0 % | 6,3 % |
| Vit seul(e) avec enfant(s) | 6,4 % | 5,1 % |
| Vit encore chez les parents | 9,4 % | 2,4 % |
| Vit en couple, non marié(e), sans enfant | 6,4 % | 1,2 % |
| Autre | 0,0 % | 0,2 % |
| | 100,0 % | 100,0 % |

1. Le village

Qu'évoque pour vous le mot *village* ?

Ce qu'évoque le mot *village* chez les villageois ?

Un cadre de vie agréable pour les uns, la campagne et la ruralité pour les autres

À quoi se réfèrent les résidents non agriculteurs et les familles agricoles lorsqu'ils utilisent la notion de village ? Parlent-ils de la même chose, ou bien au contraire vivent-ils dans des univers villageois différents alors qu'ils habitent la même entité spatiale ?

Pour les résidents, le mot village évoque en premier, et bien plus que chez les agriculteurs, un cadre de vie positif (20,5 % - 10,9 %), alors que pour les agriculteurs *village* évoque d'abord la campagne, la nature, la ruralité (26,0 % - 17,5 %).

Il s'agit là des deux écarts les plus importants, de l'ordre de 10 %, qui renvoient donc à deux conceptions de l'univers villageois qui ne se recouvrent pas totalement. Pour les résidents, le village c'est un cadre qui doit être agréable à vivre tant dans sa dimension spatiale que dans sa dimension sociale. Pour les familles agricoles, le village c'est le substrat, le fondement de leur raison d'être comme agriculteurs : campagne, nature et ruralité représentent le fond sur lequel, depuis les temps immémoriaux, s'appuient le métier et la vie des agriculteurs.

Ainsi, tout en vivant dans le même village, les deux groupes vivent dans des univers particuliers qui doivent trouver à cohabiter : cadre de vie et sociabilité communautaire agréables pour les uns, univers campagnard et sociabilité communautaire pour les autres.

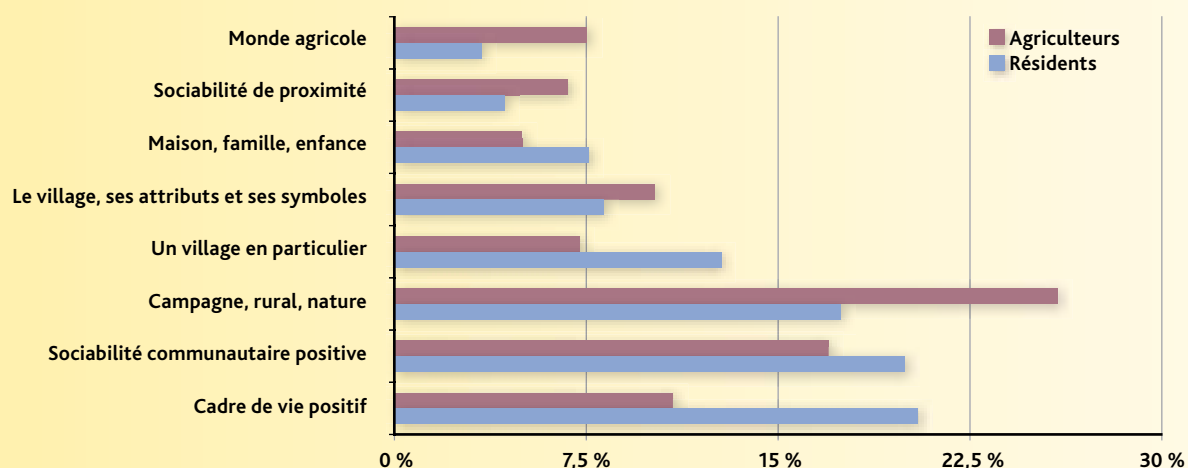
Comment se passe pour vous la vie au village ?

Autoévaluation globale faite par les villageois de la vie qu'ils mènent au village

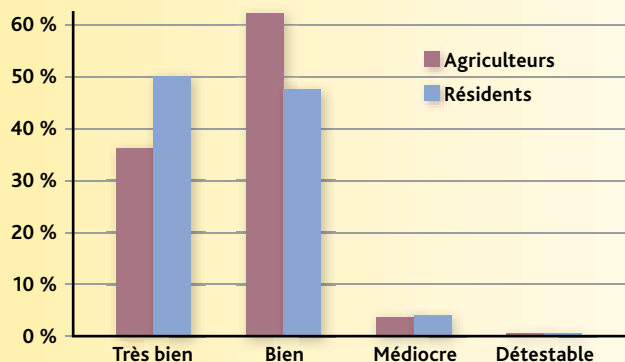
Avant d'analyser plus en détails les rapports qu'entretiennent dans les villages le monde agricole et le monde des résidents non agriculteurs, il nous a paru intéressant de vérifier quelle était l'appréciation globale que l'un et l'autre groupe portent sur la vie telle qu'elle se déroule en ce début de XXI^e siècle dans les villages de Wallonie. Il s'agissait de saisir avant toute chose sur quel fond général de satisfaction ou d'insatisfaction viennent prendre sens les relations entre les deux groupes, car la sociabilité ne se construit pas et ne s'apprécie pas de façon parfaitement indépendante du climat général. La question suivante a donc été posée : *'Globalement, comment évaluez-vous votre vie au village ?'*

| Village : évocations spontanées chez les résidents et chez les agriculteurs classement de 1 à 12 | | | | |
|--|-----------|----------------|--------------|----------------|
| | Résidents | | Agriculteurs | |
| Cadre de vie positif | 1 | 20,5 % | 3 | 10,9 % |
| Sociabilité communautaire positive | 2 | 20,0 % | 2 | 17,0 % |
| Campagne, rural, nature | 3 | 17,5 % | 1 | 26,0 % |
| Un village en particulier | 4 | 12,8 % | 6 | 7,3 % |
| Le village, ses attributs et ses symboles | 5 | 8,2 % | 4 | 10,2 % |
| Maison, famille, enfance | 6 | 7,6 % | 8 | 5,0 % |
| Sociabilité de proximité | 7 | 4,3 % | 7 | 6,8 % |
| Monde agricole | 8 | 3,4 % | 5 | 7,5 % |
| Caractéristiques négatives | 9 | 3,0 % | 10 | 2,9 % |
| Travail | | | 12 | 0,7 % |
| Ne sait pas, rien | 10 | 1,6 % | 9 | 4,3 % |
| Autre | 11 | 1,0 % | 11 | 1,9 % |
| Total | | 100,0 % | | 100,0 % |

Village : évocations comparées



Evaluation globale de la vie au village



Que l'on appartienne à une famille d'agriculteurs ou que l'on soit résident non agriculteur, l'évaluation globale que l'on fait de la vie au village est largement positive : 95 % des résidents et des agriculteurs jugent que leur vie au village est très bien et bien. Une nuance cependant, les résidents sont nettement plus nombreux que les agriculteurs (49 % - 35 %) à répondre très bien. L'appréciation des résidents est donc sensiblement plus positive que celle des agriculteurs, mais le moins que l'on puisse dire cependant, c'est que l'ensemble des villageois apprécie sa condition villageoise.

LA VIE AU VILLAGE

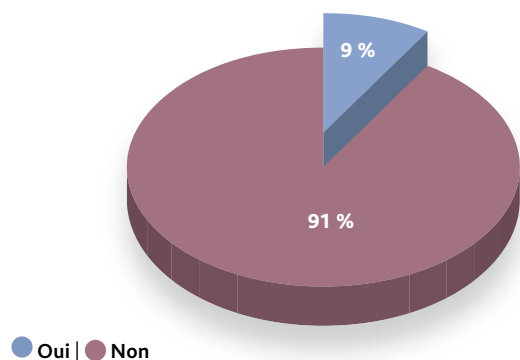
2. Le point de vue des résidents non agriculteurs

Les résidents non agriculteurs voudraient-ils vivre dans un village sans exploitation agricole ?
C'est non pour plus de 90 % des répondants

Vivre dans un village sans exploitations agricoles ?

Seuls 8,6 % des résidents non agriculteurs interrogés dans les villages préféreraient vivre dans un village où il n'y aurait pas d'exploitations agricoles. Il n'y a donc pas de rejet massif de l'activité agricole de la part des villageois non agriculteurs. S'il y a difficulté, ce n'est pas sur le principe de l'activité agricole mais, comme on le verra plus loin, sur certaines manières de faire ou certaines contraintes, par exemple horaires, à certains moments.

| Préférez-vous vivre dans un village où il n'y a pas d'exploitations agricoles ? | | |
|---|-------|--------------------|
| | | Nombre de réponses |
| | Oui | 86 |
| | Non | 913 |
| | Total | 999 |

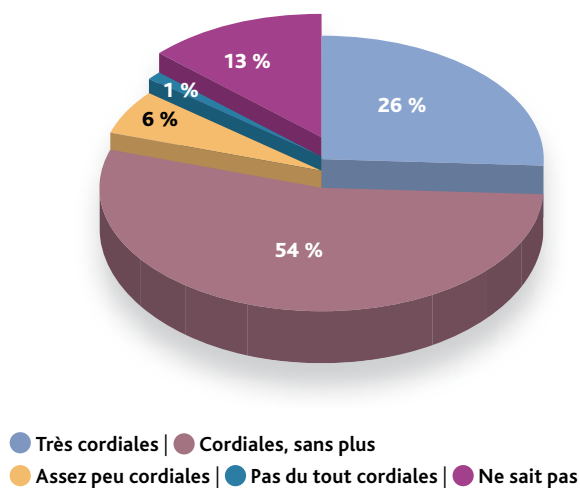


Quelles relations ont-ils avec les agriculteurs ?
C'est la cordialité qui prime

Qualification, par les non agriculteurs, des relations entre les habitants non agriculteurs et les agriculteurs du village

80 % des habitants non agriculteurs interrogés qualifient les relations entre eux-mêmes et les agriculteurs comme très cordiales et cordiales sans plus. Seuls 7,1 % les qualifient d'assez peu cordiales et pas du tout cordiales. Nous ne sommes pas dans les villages de Wallonie face à un climat d'hostilité générale entre les deux groupes, loin s'en faut, c'est au contraire un climat plutôt cordial qui règne.

Comment qualifieriez-vous les relations entre les habitants non agriculteurs et les agriculteurs dans votre village ?



Quelle considération ont les agriculteurs pour la qualité de vie des autres résidents ?

Evaluation de l'attitude des agriculteurs du village par rapport à la qualité de vie des autres habitants

Interrogés sur l'attitude des agriculteurs lorsqu'ils exercent leur métier au quotidien, 22 % des non agriculteurs pensent qu'ils sont très attentifs, 53 % attentifs sans plus et 25 % des résidents considèrent que les agriculteurs sont peu attentifs (17 %) et pas du tout attentifs (8 %) à la qualité de vie des autres habitants. Il est intéressant de voir dans le graphe ci-dessous qu'à cette question, les descendants de familles d'agriculteurs répondent rigoureusement de la même façon que les résidents qui n'ont pas d'ascendance agricole.

Dans leur travail quotidien, quelle est, selon vous, l'attitude des agriculteurs de votre village par rapport à la qualité de vie des autres habitants ? Ils sont :

| | Nombre de réponses | % |
|---|--------------------|----------------|
| Très attentifs à ne pas créer de nuisances inutiles | 214 | 21,6 % |
| Attentifs, sans plus | 526 | 53,0 % |
| Peu attentifs | 172 | 17,3 % |
| Pas du tout attentifs à la qualité de vie des autres habitants. | 80 | 8,1 % |
| Total | 992 | 100,0 % |

Différentiel des réponses selon que le répondant a un ascendant agriculteur ou non

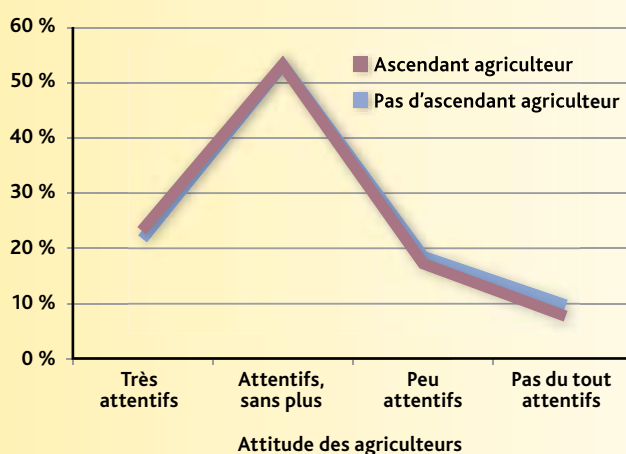


Photo : Patrick Acklen

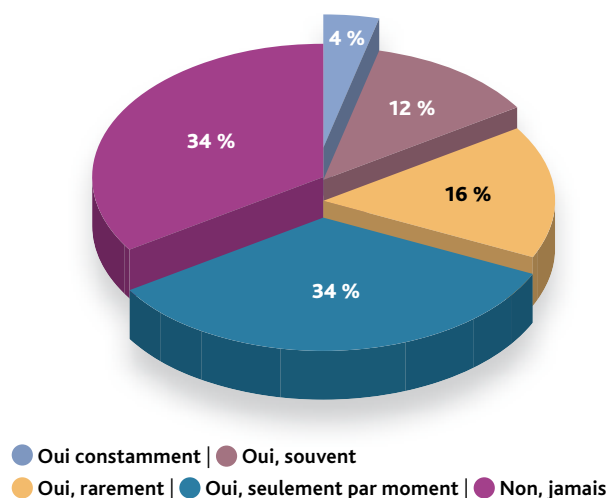
Sont-ils d'une manière ou d'une autre en contact avec le travail des agriculteurs ? Peu de non agriculteurs disent ressentir cette proximité

Ressenti de l'activité agricole par les résidents

Lorsqu'on les interroge à propos des effets de l'activité agricole qu'ils pourraient éventuellement ressentir, 34 % des résidents déclarent ne jamais en ressentir, 16 % rarement et 34 % seulement à certains moments comme les moissons par exemple. Ils ne sont que 16 % à déclarer ressentir ces effets constamment ou souvent.

Ces chiffres indiquent que la situation n'est pas aussi dramatique qu'on aurait parfois tendance à le dire. Pour la majorité des résidents non agriculteurs, côtoyer l'activité agricole au quotidien ne provoque pas de nuisances importantes. A certaines périodes, comme les moissons, les effets sont peut-être plus fréquemment ressentis mais, en règle générale, cela se passe plutôt bien. Cependant, ressentir les effets ne veut pas automatiquement dire que ceux-ci provoquent un dérangement, comme nous allons le voir.

Personnellement, ressentez-vous dans votre vie quotidienne certains effets (bruit, odeurs, etc.) liés à l'activité des agriculteurs ?



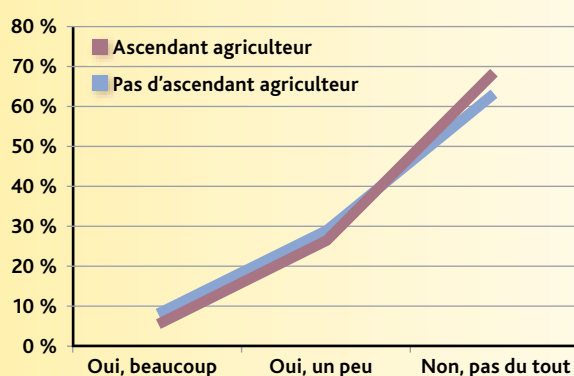
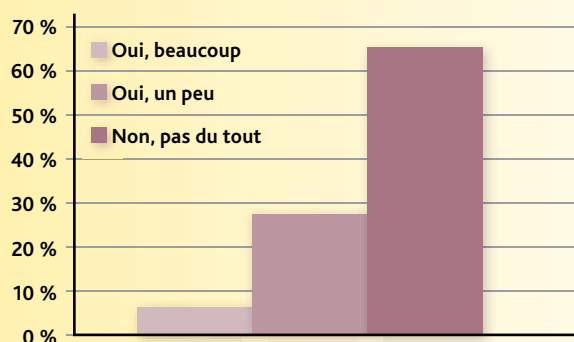
L'activité agricole est-elle dérangeante ? Pour la plupart des résidents, la réponse est non, mais pour un peu moins d'un sur dix, elle est très dérangeante

Dérangements liés à l'activité agricole

On vient de le voir, au total, 65 % des résidents déclarent ressentir dans leur vie quotidienne certains effets (bruit, odeurs, etc.) liés à l'activité des agriculteurs. Parmi les résidents qui déclarent ressentir ces effets dans leur vie quotidienne, 65 % déclarent que cela ne les dérange pas du tout, 28 % que cela les dérange un peu et 7 % que cela les dérange beaucoup. Au travers de ces réponses, on voit assez clairement que les non agriculteurs ne sont pas braqués contre l'activité agricole et que, dans leur grande majorité, ils supportent plutôt bien certains effets de l'activité agricole quand ils en ressentent.

Trouvez-vous les activités agricoles dérangeantes ?

Degré de dérangement des résidents qui ressentent certains effets de l'activité agricole



Il est très instructif, pour la compréhension des mécanismes profonds qui régulent la sociabilité villageoise, de noter que le fait d'être ou non de descendance agricole directe n'a pas d'incidence sur l'intensité du dérangement ressenti. Les villageois qui ne sont pas enfants ou petits-enfants d'agriculteurs ne sont pas plus sensibles aux effets de l'activité agricole (37 %) que les résidents (32 %) dont les ascendants étaient agriculteurs. Ce clivage souvent évoqué n'est donc pas vérifié par l'analyse, il participe donc des nombreuses rumeurs qui ont cours à propos de la sociabilité dans les villages.

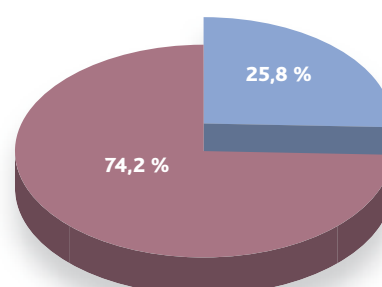
Quelle est leur réaction ? Qu'en disent-ils ? : Les 3/4 manifestent de la compréhension

Ce que le dérangement lié à l'activité agricole suscite comme réflexion chez les résidents

Dans leur grande majorité, les habitants non agriculteurs sont compréhensifs quant aux effets parfois ressentis de l'activité agricole. Lorsqu'ils sont dérangés par l'activité agricole, 75 % des résidents non agriculteurs pensent : 'C'est normal, il faut bien qu'ils travaillent' et 25 % 'Ils sont sans gêne, ils pourraient faire un peu plus attention'. Il est donc inexact de répandre l'image de résidents ne supportant rien et constamment braqués contre les agriculteurs et leur métier, réagissant au moindre dérangement. Cette manière de qualifier l'attitude des non agriculteurs ne correspond en rien à la réalité et c'est sans doute une généralisation abusive de cas minoritaires montés en épingle.

Quand vous êtes dérangé(e) par l'activité agricole, vous pensez plutôt :

| | Nombre de réponses | % |
|--|--------------------|----------------|
| 'Ils sont sans gêne, ils pourraient faire un peu plus attention' | 61 | 25,8 % |
| 'C'est normal, il faut bien qu'ils travaillent' | 175 | 74,2 % |
| Total | 236 | 100,0 % |



- 'Ils sont sans gêne, ils pourraient faire un peu plus attention'
- 'C'est normal, il faut bien qu'ils travaillent'

Qu'est-ce que les agriculteurs devraient absolument changer dans leur manière de faire au plan professionnel pour améliorer les relations avec les habitants non agriculteurs?

Les changements souhaités par les résidents non agriculteurs de la part des agriculteurs
(question ouverte, % calculés hors réponses rien et ne sait pas : n=473)

| | Nombre de réponses | % |
|---|--------------------|----------------|
| Nettoyer les routes | 78 | |
| Ne pas entraver la circulation, rouler plus prudemment | 23 | |
| Eviter le travail, le bruit la nuit et le week-end | 15 | |
| Changer les manières de travailler, se libérer des contraintes du rendement | 12 | |
| Etre plus soigneux dans les épandages, odeurs, lisier | 11 | |
| Etre plus ordonnés, avoir leur matériel en ordre | 8 | |
| Eloigner les fermes des villages | 5 | |
| Respecter le cadre de vie | 5 | |
| Agir sur les manières de travailler (plus soigneux, ...) | 157 | 33,2 % |
| Informar, se faire connaître, communiquer | 55 | |
| Organiser des événements <i>Fermes ouvertes</i> , de la vente à la ferme | 42 | |
| Dialoguer, rencontrer, nouer des contacts | 26 | |
| Informar, dialoguer, communiquer | 123 | 26,0 % |
| Etre plus attentifs, plus civiques, plus courtois, plus polis, avoir plus de respect des autres, être moins égoïstes, moins individualistes | 56 | |
| Etre plus sympas, plus tolérants, plus sociables, moins rustres, plus ouverts | 32 | |
| Changer de mentalité, de comportement | 6 | |
| Respecter les lois, les règlements | 4 | |
| Agir sur la 'mentalité' des agriculteurs (plus de civisme, ...) | 98 | 20,7 % |
| Avoir plus de respect de l'environnement, plus de bio, moins de pollution, moins de pesticides | 58 | |
| Avoir plus de respect de l'environnement | 58 | 12,3 % |
| Ce n'est pas à eux de changer, mais aux résidents | 21 | |
| Changer les non agriculteurs | | 4,4 % |
| Il n'y a pas de problèmes | 10 | |
| Changer, c'est difficile | 2 | |
| Autres | 4 | |
| Total | 473 | 100,0 % |

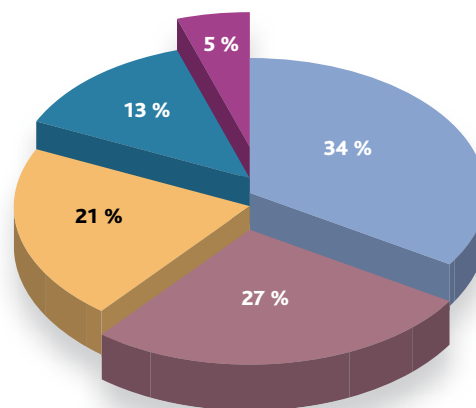


Photo : Patrick Aiken

En résumé :

| | Nombre de réponses | % |
|--|--------------------|----------------|
| Agir sur les manières de travailler (plus soigneux.) | 157 | 33,2 % |
| Informar, dialoguer, communiquer | 123 | 26,0 % |
| Agir sur la 'mentalité' des agriculteurs (plus de civisme) | 98 | 20,7 % |
| Plus de respect de l'environnement | 58 | 12,3 % |
| Changer les non agriculteurs | 21 | 4,4 % |
| Autres | 16 | 3,4 % |
| Total | 473 | 100,0 % |

Que changer chez les agriculteurs pour améliorer les relations avec les résidents ?



● Manière de travailler | ● Plus d'information, de dialogue
● Mentalité des agriculteurs | ● Plus de respect de l'environnement
● Changer les non agriculteurs

Du point de vue des résidents, ce que les agriculteurs devraient d'abord changer dans leur manière de faire au plan professionnel pour améliorer les relations avec les habitants, c'est être plus soigneux dans leur manière de travailler (34 %) puis informer, dialoguer (27 %) puis manifester un peu plus de civisme (21 %).

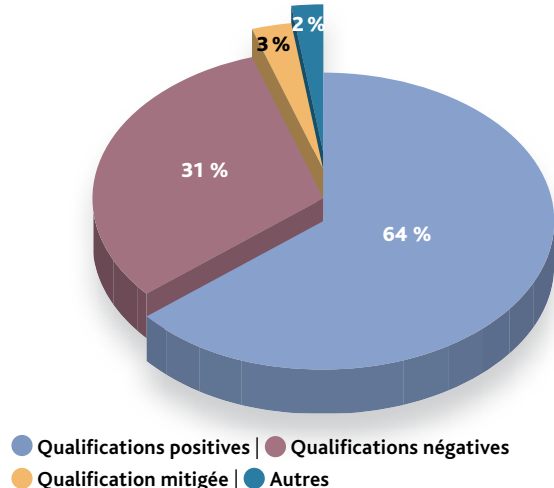
3. Le point de vue des agriculteurs et de leur famille

Que diriez-vous des autres habitants du village ?
60 % expriment des sentiments positifs

Qualification, par les agriculteurs, des relations entre les habitants non agriculteurs et les agriculteurs du village

| Comment qualifieriez-vous d'un mot les habitants non agriculteurs de votre village ? Vous diriez qu'ils sont: | | |
|---|--------------------|---------------|
| | Nombre de réponses | % |
| Sympas, amicaux, simples, gentils, aimables | 105 | |
| Compréhensifs, patients, courtois, respectueux, agréables, ouverts, sociables, bien, corrects | 96 | |
| Coopérants, conciliants, tolérants, adaptés | 36 | |
| Travailleurs, courageux | 5 | |
| Villageois, habitants, normaux, comme les autres | 26 | |
| Qualifications positives | 268 | 64,6 % |
| Hypocrites, sans-gênes, méprisants, pas compréhensifs, égoïstes, jaloux, insupportables | 57 | |
| Bourgeois, nantis, belle vie | 6 | |
| Citadins, néoruraux, pas adaptés, mal informés, ignorants, étrangers | 39 | |
| Craintifs, indifférents, froids | 25 | |
| Qualifications négatives | 127 | 30,6 % |
| Des bons et des mauvais, ça dépend | 12 | |
| Qualification mitigée | 12 | 2,9 % |
| Autres | 8 | 1,9 % |
| Total | 415 | 100 % |

Comment les agriculteurs qualifient-ils les habitants non agriculteurs de leur village ?



La liste des qualificatifs qui viennent à l'esprit de la majorité (65 %) des agriculteurs pour qualifier leurs concitoyens non agriculteurs est plutôt élogieuse et témoigne d'une coexistence largement non conflictuelle. Reste que 30 % des agriculteurs qualifient négativement les non agriculteurs. L'ensemble de ces qualificatifs traduit le sentiment d'être incompris et méprisé par l'ensemble de la population, sentiment que l'on retrouve de façon récurrente chez certains agriculteurs ainsi qu'on peut le constater dans d'autres réponses.

AUX DEUX CATÉGORIES INTERROGÉES

Quelles sont vos relations les uns avec les autres ?

Perceptions réciproques des relations

| Voici quatre propositions concernant vos relations avec les agriculteurs /(ou) les habitants non agriculteurs de votre village, choisissez celle qui correspond le mieux à votre situation. | | |
|---|----------------|----------------|
| | Résidents | Agriculteurs |
| 'J'ai de bonnes relations avec les agriculteurs /(ou) les habitants non agriculteurs de mon village' | 59,5 % | 78,3 % |
| 'Mes relations avec les agriculteurs /(ou) les habitants non agriculteurs sont indifférentes, ni bonnes ni mauvaises' | 1,7 % | 17,8 % |
| 'Mes relations avec les agriculteurs /(ou) les habitants non agriculteurs ne sont pas très bonnes' | 19,0 % | 2,2 % |
| 'Je n'ai aucune relation avec les agriculteurs /(ou) les habitants non agriculteurs de mon village' | 19,8 % | 1,7 % |
| Total | 100,0 % | 100,0 % |

60 % des résidents non agriculteurs et 80 % des personnes interrogées dans les familles d'agriculteurs déclarent avoir de bonnes relations avec l'autre groupe. Alors que seuls 2,2 % des personnes interrogées dans les familles d'agriculteurs déclarent avoir des relations qui ne sont pas très bonnes, 20 % des résidents estiment avoir des relations qui ne sont pas très bonnes. Enfin, 2 % des résidents et 18 % des agriculteurs qualifient ces relations d'indifférentes. Encore une fois, ce n'est pas l'hostilité générale qui domine dans les relations entre les deux groupes.

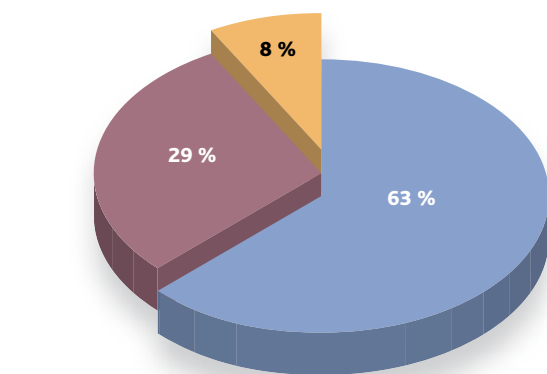
LES AGRICULTEURS ET LEUR MÉTIER

Comment les agriculteurs interrogés estiment-ils leur métier ? Leur choix de profession était-il le bon ? Pour six répondants sur dix, c'est oui.

Faire son métier d'agriculteur dans son village

Si c'était à refaire, feriez-vous encore le métier d'agriculteur ? Avant d'analyser les conditions dans lesquelles les agriculteurs disent exercer leur métier dans leur village, nous avons voulu mesurer comment les agriculteurs se situent face au choix professionnel qu'ils ont fait en devenant agriculteurs. En effet, si les agriculteurs estiment s'être fourvoyés en adoptant ce métier, cela va influencer négativement la façon dont ils vont parler des conditions d'exercice de celui-ci. Les résultats obtenus lors de l'enquête montrent qu'une grosse majorité (63 %) exprime le sentiment d'avoir fait un bon choix professionnel en devenant agriculteur.

Si c'était à refaire, feriez-vous encore le métier d'agriculteur ?



● Oui | ● Non | ● 'Je ne sais pas'

Exercer le métier d'agriculteur dans votre village : plutôt aisé, ou plutôt malaisé ?

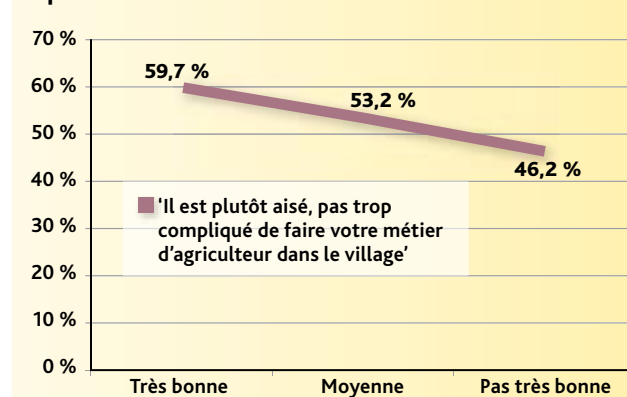
| | Nombre de réponses | % |
|--|--------------------|----------------|
| 'Il est plutôt aisé, pas trop compliqué de faire mon métier d'agriculteur' | 218 | 52,7 % |
| 'C'est plutôt malaisé, compliqué de faire mon métier d'agriculteur' | 196 | 47,3 % |
| Total | 414 | 100,0 % |

Les membres des familles d'agriculteurs se partagent par moitié à propos de cette question. Ils sont quasiment tout autant à répondre que l'exercice de leur métier d'agriculteur est plutôt aisé (53 %) et plutôt malaisé (47 %).

Facilité ou difficulté à exercer le métier d'agriculteur et évaluation de la situation de l'exploitation

60 % des agriculteurs déclarant que la situation de leur exploitation est très bonne estiment qu'il est plutôt aisé, pas trop compliqué, d'exercer leur métier dans le village. Cette proportion n'est que de 46 % dans le groupe qui déclare que la situation de leur exploitation n'est pas très bonne. Il y a un lien entre la qualité de la situation de l'agriculteur et l'évaluation qu'il fait de son environnement. Mieux il se sent et plus il évaluera son environnement positivement.

Relation entre appréciation du métier et situation de l'exploitation



Attachons-nous à comprendre maintenant ce qui, aux yeux des agriculteurs, rend malaisé, plutôt difficile l'exercice du métier dans leur village.

Qu'est-ce qui, dans votre village, rend plus compliqué le métier d'agriculteur ?

| | Nombre de réponses | % |
|--|--------------------|----------------|
| Les difficultés économiques, de gestion administrative, de rentabilité. | 122 | 61,0 % |
| Les difficultés sociales au niveau du village (notamment avec les nouveaux habitants, néoruraux, citadins) | 55 | 27,5 % |
| Les difficultés techniques (circuler avec les machines par exemple) | 14 | 7,0 % |
| Rien, ne sait pas | 9 | 4,5 % |
| Total | 200 | 100,0 % |

Les difficultés liées à la coexistence avec les résidents non agriculteurs ne sont évoquées spontanément (ceci est une question ouverte) que par 28 % des agriculteurs. Pour la grande majorité d'entre eux, (61 %), ce qui rend plus compliquée à l'heure actuelle la pratique de leur métier, ce sont les difficultés de trésorerie, de gestion administrative, de rentabilité.

On voit au travers de ces chiffres que ce qui rend plus compliqué l'exercice du métier d'agriculteur, ce sont tout d'abord des contraintes économiques et administratives complètement indépendantes du contexte villageois proprement dit et ce bien avant les contraintes locales.

Ceci étant, les 28 % du total des agriculteurs interrogés qui estiment qu'il est plutôt malaisé, compliqué d'exercer leur métier dans le village, évoquent des difficultés sociales. Dans celles-ci, sont évoquées la présence des nouveaux habitants, des 'néo-ruraux', l'incompréhension et le manque de respect des autres habitants ainsi que les difficultés de voisinage.

Qu'attendez-vous des non agriculteurs qui vous faciliterait la vie ?

Que faire pour améliorer la situation ?

| Selon vous, que faudrait-il faire dans votre village pour faciliter la vie et l'activité des agriculteurs ? | | |
|---|--------------------|--------------|
| | Nombre de réponses | % |
| Mieux communiquer | 57 | 23,8 % |
| Modifier la gestion administrative et financière | 45 | 18,8 % |
| Modifier le contexte spatial du village | 40 | 16,7 % |
| Etre entre soi et imposer sa vision des choses aux autres habitants | 34 | 14,2 % |
| Améliorer les conditions et la rétribution du travail | 33 | 13,8 % |
| Améliorer la sociabilité villageoise | 21 | 8,8 % |
| Changer de politique au niveau national et international | 9 | 3,8 % |
| Total | 239 | 100 % |

On voit ici, une fois encore, la préoccupation que représentent les charges financières et administratives qui sont évoquées par plus d'un tiers des répondants alors que la question portait sur le contexte villageois : 'Selon vous, que faudrait-il faire dans votre village pour faciliter la vie et l'activité des agriculteurs ?'.

En tête des propositions faites pour faciliter la vie des agriculteurs vient l'importance de mieux communiquer (24 %), de mieux faire comprendre le métier d'agriculteur, suivent la proposition de changer dans le contexte spatial du village (16 %) et le souhait évoqué par d'aucuns d'imposer leur vision des choses aux 'nouveaux venus' (14 %) !

Les changements souhaités dans la gestion administrative et financière représentent 18 % des réponses, améliorer les conditions et la rétribution du travail représente 13,4 %.



Photo : Patrick Acken

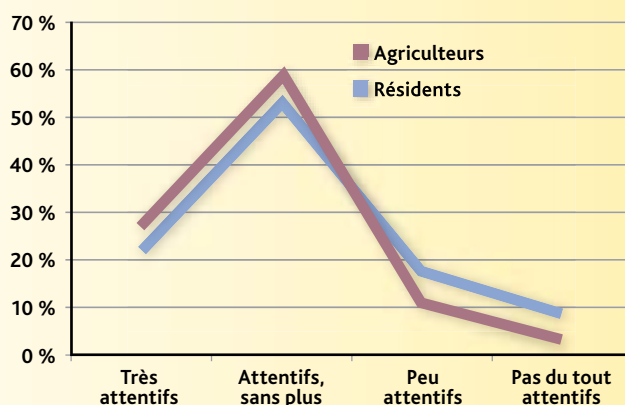
Quel est le comportement des agriculteurs vis-à-vis des non agriculteurs et de leur qualité de vie ? Ils sont attentifs pour près de 80 % des répondants

Manière d'exercer le métier des agriculteurs évaluée par les agriculteurs

| Dans leur travail quotidien, quelle est, selon vous, l'attitude des agriculteurs de votre village vis-à-vis des non agriculteurs ? | | |
|--|--------------------|----------------|
| | Nombre de réponses | % |
| Très attentifs à ne pas créer de nuisances inutiles | 112 | 27,2 % |
| Attentifs, sans plus | 244 | 59,2 % |
| Peu attentifs | 44 | 10,7 % |
| Pas du tout attentifs à la qualité de vie des autres habitants. | 12 | 2,9 % |
| Total | 412 | 100,0 % |

60 % des personnes interrogées dans les familles d'agriculteurs considèrent que les agriculteurs sont attentifs sans plus à la qualité de vie des autres habitants. Ainsi que l'indique le graphe ci-dessous, cette évaluation est fort proche de celle faite par les non agriculteurs.

Attitude des agriculteurs dans leur travail, comparaison résidents, agriculteurs



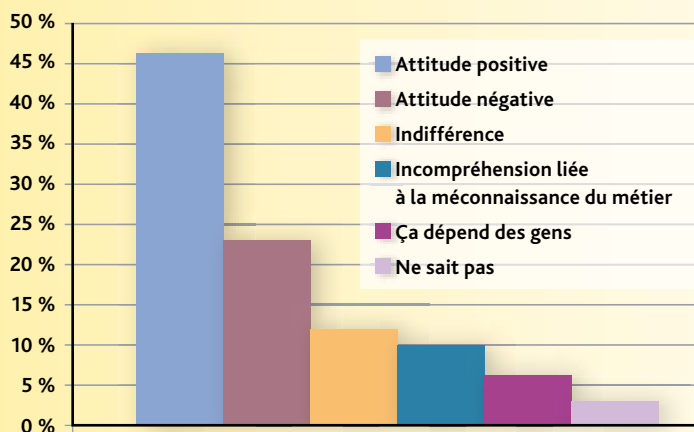
Et les résidents, à votre avis, que pensent-ils de vous agriculteurs ?

Moins d'1/4 des réponses font part d'une appréciation négative vis-à-vis des agriculteurs

Attitudes des résidents non agriculteurs par rapport au métier d'agriculteur

Face à une question ouverte relative à l'attitude des résidents par rapport à leur métier, près de la moitié des agriculteurs (46,3 %) qualifient celle-ci de positive et 23 % de négative. L'incompréhension du métier et l'indifférence sont évoquées chacune par 10 % des agriculteurs. Ici aussi, on constate que l'on n'est pas face à une hostilité généralisée et dure entre les deux populations, que dans l'ensemble la situation est plutôt bonne, un objectif pourrait être de rassurer les agriculteurs quant à la compréhension que les non agriculteurs pourraient avoir de leur métier.

Comment qualifiez-vous l'attitude des habitants non agriculteurs face aux agriculteurs et à leur métier ?



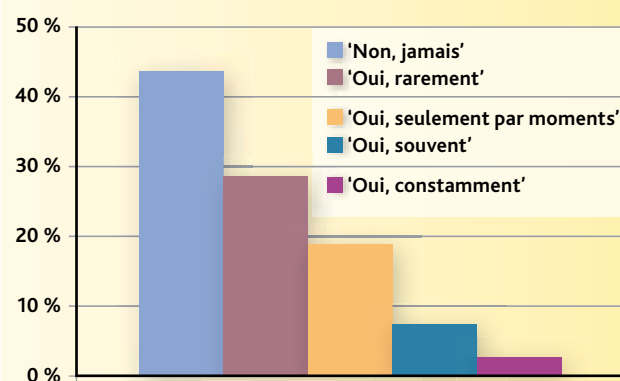
Avez-vous connu des conflits, des litiges avec les habitants du village ?

Conflits avec les résidents à propos de l'exercice du métier

43 % des agriculteurs interrogés déclarent qu'ils n'ont jamais subi de remarques ou de critiques à propos de leur travail d'agriculteur par les habitants non agriculteurs, 28 % répondent oui, rarement, 19 % oui, mais seulement par moment (à la moisson, par exemple), et 10 % déclarent subir des remarques souvent ou constamment. On le voit, les frictions entre les deux groupes à propos de l'exercice du métier d'agriculteur sont rares et/ou

ponctuelles, ce qui indique bien que ce n'est pas la proximité du métier lui-même qui est problématique pour les résidents mais bien certains moments ou certaines modalités de celui-ci.

Est-ce que vous, personnellement, vous avez déjà subi des remarques ou avez été critiqué dans votre travail d'agriculteur par les habitants non agriculteurs ?



Litiges

74 % des agriculteurs interrogés n'ont jamais eu de dispute ou d'engueulade avec un habitant non agriculteur à propos de leur travail, 21 % une fois ou deux, 6 % plusieurs fois. Les principaux objets de litige (quand il y a litige) sont les nuisances sonores et olfactives au quotidien (36 %) et les problèmes de voirie de circulation, la saleté des routes (32 %).

Avez-vous déjà eu une dispute, une 'engueulade' avec un habitant non agriculteur à propos de votre travail ?

| | Nombre de réponses | % |
|-------------------------|--------------------|----------------|
| 'Oui, plusieurs fois' | 24 | 5,8 % |
| 'Oui, une fois ou deux' | 86 | 20,7 % |
| 'Non, jamais' | 305 | 73,5 % |
| Total | 415 | 100,0 % |

Si oui, à propos de quoi ?

| | | |
|--|------------|--------------|
| Nuisances sonores et olfactives au quotidien | 100 | 35,5 % |
| Problèmes de voirie, de circulation, saleté des routes, domaine public | 89 | 31,6 % |
| Horaires décalés | 33 | 11,7 % |
| Atteintes à l'environnement | 22 | 7,8 % |
| Vision négative de l'agriculteur en général | 20 | 7,0 % |
| Désagréments de proximité | 10 | 3,5 % |
| Autre + Ne sait pas | 8 | 2,8 % |
| Total | 282 | 100 % |

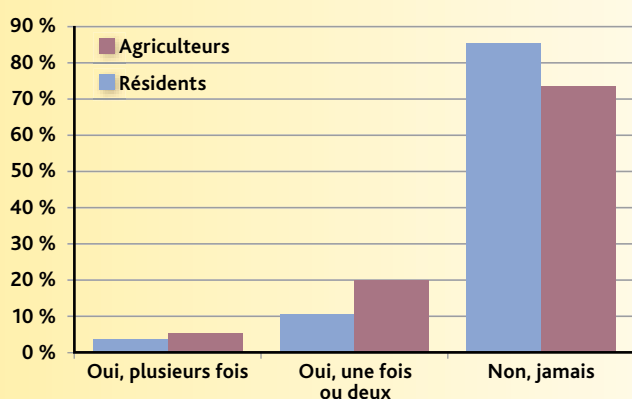


Photo : Patrick Aclen

Les disputes et les 'engueulades' entre agriculteurs et non agriculteurs ne sont pas nombreuses. De l'ordre de 5 % des deux groupes déclarent s'être disputés plusieurs fois, 11 % des résidents et 21 % des agriculteurs une fois ou deux et la toute grosse majorité déclare ne s'être jamais disputé ou 'engueulé' avec l'autre groupe à propos du travail des agriculteurs. (Non, jamais : résidents 85 % / agriculteurs 74 %).

Aux deux catégories interrogées : Avez-vous déjà eu une dispute, une « engueulade » avec un agriculteur/un habitant non agriculteur à propos de votre travail ?

Dispute à propos du travail des agriculteurs



Que faire pour améliorer les relations avec les résidents ?

(Question ouverte posée aux agriculteurs) (% calculés hors réponses 'rien et ne sait pas' : n=263)

| | Nombre de réponses | % |
|--|--------------------|---------------|
| Apprendre aux non agriculteurs le métier d'agriculteur, faire comprendre le métier | 56 | |
| Informers les gens (non agriculteurs) | 49 | |
| Communiquer via les médias, films, émissions, etc. | 6 | |
| Informers, communiquer | 111 | 27,5 % |
| Se connaître, dialoguer, se rencontrer | 38 | |
| Faire des fêtes, des fermes ouvertes, des chartes | 28 | |
| Avoir une compréhension mutuelle, faire des efforts mutuels | 23 | |
| Respecter les agriculteurs | 10 | |
| Dialoguer, se rencontrer, être respecté | 99 | 24,6 % |
| Eduquer les nouveaux venus, ils doivent s'adapter | 14 | |
| Renvoyer les 'citadins' en ville, les écarter, les empêcher de venir, etc. | 8 | |
| 'Eduquer' les nouveaux venus, les renvoyer en ville | 22 | 5,5 % |
| Pas nécessaire, tout va bien | 16 | 4,0 % |
| Impossible, trop difficile | 8 | 2,0 % |
| Les agriculteurs doivent être plus attentifs | 7 | |
| Agir sur la manière de travailler des agriculteurs | 7 | 1,2 % |
| Rien | 95 | 23,6 % |
| Ne sait pas | 35 | 8,7 % |
| Autre | 10 | 2,5 % |
| Total | 403 | 100 % |

En résumé :

| | Nombre | % |
|---|------------|----------------|
| Informers, communiquer, | 111 | 42,2 % |
| Dialoguer, se rencontrer, être respecté | 99 | 37,6 % |
| 'Eduquer' les nouveaux venus, les renvoyer en ville | 22 | 8,3 % |
| Pas nécessaire, tout va bien | 16 | 6,0 % |
| Impossible, trop difficile | 8 | 3,0 % |
| Agir sur la manière de travailler des agriculteurs | 7 | 2,7 % |
| Total | 263 | 100,0 % |

80 % des personnes interrogées dans les familles d'agriculteurs prônent l'information, la communication (42 %) ainsi que le dialogue, la rencontre et le respect mutuel (38 %) pour améliorer les relations entre agriculteurs et habitants non agriculteurs.

4. Conclusion



Photo : Patrick Acken

Ne pas se tromper de diagnostic

Si l'on examine le ton général des réponses apportées par les agriculteurs relativement à leur vie au village, ce qui préoccupe vraiment cette catégorie socioprofessionnelle, ce ne sont pas d'abord les querelles villageoises, pour autant qu'il y en ait. Ce qui tracasse profondément les agriculteurs ce sont d'abord et avant tout les conditions économiques et administratives difficiles dans lesquelles ils doivent exercer leur profession et ce, bien avant les désagréments éventuels liés à la vie et à la sociabilité villageoise actuelle. Il ne faut donc pas se tromper dans le diagnostic de la situation et pointer, en risquant la stigmatisation, des conditions de vie locale qui, aux yeux des intéressés eux-mêmes, ne sont pas des freins majeurs à l'exercice normal du métier d'agriculteur. Il faut donc éviter de créer des problèmes là où il n'y en a pas, en véhiculant et en relayant sans recul critique des idées toutes faites à propos d'une prétendue incompatibilité entre l'évolution des villages vers la résidentialisation et la pérennité de la vocation agricole de ceux-ci. Plutôt que d'incompatibilité et de conflit en effet, c'est d'ajustements et d'adaptations dont il faut parler. Lorsque des difficultés surgissent au plan de la coexistence, il ne s'agit pas le plus souvent de difficultés liées à l'exercice courant du métier. En effet, les frictions entre les deux groupes à pro-

pos de l'exercice du métier d'agriculteur sont rares et/ou ponctuelles ce qui indique bien que ce n'est pas la proximité du métier lui-même qui est problématique pour les résidents, mais bien certains moments ou certaines manières de faire ou certaines contraintes comme par exemple les horaires, à certains moments.

Ne pas se tromper d'adversaire

La comparaison de ce qui plaît le moins¹ aux deux groupes nous montre bien ce que devrait être, ou ce que n'est malheureusement plus, le village que les résidents et les familles agricoles souhaiteraient profondément habiter. L'on voit ainsi que les familles agricoles sont affectées par les mutations sociologiques liées, pensent-elles, à l'arrivée de nouveaux habitants. Si l'on réfléchit à la chose dans une perspective d'intervention, il importe de saisir l'incidence de cette vision des choses en vue d'améliorer les relations entre groupes. En effet, une action à mener devrait consister à montrer au groupe des agriculteurs que les bouleversements qu'ils déplorent ne sont pas d'abord et essentiel-

lement le fait des nouveaux arrivants. En effet, il s'agit en réalité d'une mutation sociétale globale à l'échelle de la planète, dont l'arrivée de nouveaux habitants dans les villages ne peut évidemment pas en être la cause fondamentale, mais elle en est une expression très visible à l'échelle locale. En d'autres termes donc, l'implantation de nouvelles populations participe d'un nouveau modèle global de vie en société, dans lequel, entre autres, pour des non agriculteurs, vivre dans un cadre villageois est connoté positivement.

Dans l'analyse des mutations qui touchent le monde rural, il ne faut donc pas se tromper d'adversaire. Tant les résidents non agriculteurs que les familles agricoles subissent ces bouleversements dont ils ne sont en rien la cause, mais qui affectent sensiblement les modalités de leur vie ensemble. Il serait donc parfaitement inefficace d'attribuer à l'un ou l'autre groupe la responsabilité première des changements qui transforment les rapports à l'intérieur des villages, même si les ajustements à la marge ne sont pas toujours des plus aisés entre individus de cultures différentes. Il sera par contre bien plus utile de faire en sorte que les deux groupes réinventent ensemble des nouvelles modalités de vie en commun qui soient adaptées aux nouvelles conditions de la vie villageoise imposées par les bouleversements sociétaux globaux.

¹ Un déficit de sociabilité villageoise accompagné d'une sociabilité négative est ce qui plaît le moins au résident (28 %). Ce qui plaît le moins aux agriculteurs ce sont les mutations sociologiques liées à l'arrivée de nouveaux habitants et ce, dans une proportion bien plus importante (+ 14,8 %) que chez les résidents (20,6 % - 5,8 %).

Pour sauver les derniers petits rhinolophes, les agriculteurs agissent

agrinature

25



Grand Rhinolophe

Photo : Frédéric Forget

Les agriculteurs sont des acteurs importants de la protection des espèces, du paysage et de l'environnement. Dans les zones sensibles proches des colonies de chauves-souris (et de petits rhinolophes en particulier), leur rôle est primordial face à ces espèces fragiles. Les agriculteurs peuvent agir sans qu'une perte économique ne se fasse nécessairement sentir.

Pas plus lourd qu'un morceau de sucre, le petit rhinolophe est l'une de nos vingt espèces de chauves-souris, c'est aussi l'un de nos plus petits mammifères. Il est petit, mais par contre très exigeant ... et donc particulièrement menacé. Le petit rhinolophe est d'ailleurs repris comme espèce *Natura 2000* dans la directive *Habitat*. Dans les dernières régions agricoles wallonnes où il est encore présent, les agriculteurs et les naturalistes travaillent main dans la main pour essayer de conserver et de recréer ce dont il a besoin pour survivre. Dans cet article, quelques actions



Petit Rhinolophe

Photo : Jean-Louis Gathoye

concrètes sont présentées pour que chacun, à son niveau, puisse agir pour accueillir dans ses prairies, ses haies et ses champs ce petit mammifère protégé.

Comment le reconnaître

Comme son cousin le grand rhinolophe, le petit rhinolophe s'enroule en hiver dans ses ailes, au contraire des autres chauves-souris. Son nez aussi est très caractéristique : une feuille nasale en forme de fer à cheval. Il lui sert de haut-parleur pour émettre des ultrasons.

L'alarme est lancée

Dans les années 1950, il y avait en Belgique environ 200.000 individus. Aujourd'hui, il en reste moins de trois cents répartis en trois colonies connues situées à Modave, Orval et dans la région de Beauraing. Face à cette 'dégringolade', l'alarme est lancée : il est grand temps d'agir, tous ensemble et vite ! C'est pourquoi la Région wallonne a chargé *Plecotus*, le *Groupe de travail Chauves-souris* de *Natagora* de sensibiliser et de réunir tous les acteurs de terrain (agriculteurs, forestiers, riverains, naturalistes et pouvoirs communaux) pour mettre en oeuvre des actions favorables à la conservation des derniers petits rhinolophes de Belgique.

Deux pistes :

- agir au niveau des routes de vol et des terrains de chasse,
- agir au niveau de la nourriture des chauves-souris (c'est-à-dire les insectes).



Photo : Gilles San Martin

Paysage favorable

Certaines mesures sont assez faciles à mettre en œuvre et sont de plus reprises parmi les méthodes agrienvironnementales. Elles peuvent donc mener à l'obtention d'aides financières. D'autres peuvent être réalisées de manière volontaire ou être intégrées dans un *Plan d'action agroenvironnemental* (MAE 10).

1. Actions sur les routes de vol et terrains de chasse

De quoi a-t-il besoin ?

Les petits rhinolophes sont de 'grands timides' : pour se déplacer d'un endroit à un autre et lorsqu'ils chassent, ils ne s'écartent jamais d'un couvert d'arbres. Les éléments arborés linéaires sont donc indispensables : haies, bandes boisées, lisières, cours d'eau boisés, ... De plus, ces trajectoires de vol doivent être continues : aussi incroyable que cela puisse paraître, une trouée de quelques mètres constitue un obstacle quasi infranchissable pour un petit rhinolophe en vol.

Ils chassent le long de ces éléments linéaires arborés mais également dans les forêts, les vergers, ... Toutefois, les petits rhinolophes ne traversent jamais des prairies ou cultures à ciel ouvert.

Mesures applicables en milieu agricole

Des haies. Les haies sont essentielles, surtout quand elles relient des terrains de chasse entre eux ou aux gîtes. Un réel

maillage continu est nécessaire pour que le petit rhinolophe puisse se déplacer dans le paysage. Lorsqu'une haie présente des trous (plus de 5 m), il est fort intéressant de replanter les morceaux manquants ou, dans les prairies pâturées, de clôturer de part et d'autre pour que la haie s'étoffe naturellement. De même, la plantation de nouvelles haies (avec des essences feuillues et indigènes) est particulièrement intéressante si cela permet de relier des haies existantes, des bandes boisées ou des forêts entre elles ...

Les haies vives sont préférables aux haies basses taillées et présentent de plus l'avantage de ne pas nécessiter un entretien régulier. Laisser pousser la haie avec éventuellement une taille des côtés ou un rabattage occasionnel en hauteur est peut-être la meilleure chose à faire. Une autre possibilité est de laisser monter des arbres hauts à intervalles réguliers dans une haie taillée plus régulièrement. Dans le cas d'un chemin entre une forêt et une parcelle agricole, il est très intéressant de planter une haie, qu'on laissera monter, sur le bord du chemin en face de la forêt. Ceci créera un 'tunnel de végétation' que le petit rhinolophe aime beaucoup.

Les rivières, des mares. Les cours d'eau et plans d'eau en zone agricole sont très intéressants s'ils sont bordés d'arbres au moins d'un côté. Ici aussi, le rideau d'arbres doit idéalement être continu. Pour cela, on gardera les arbres existants ou on

laissera la végétation s'étoffer naturellement en clôturant à 1 m de la berge dans les parcelles pâturées.

On peut également planter des arbres (des saules ou des aulnes, par exemple) le long de la rivière ou d'un côté de la mare. Si les arbres deviennent trop grands, les plus gros pourront être coupés (pour faire du bois de chauffage, par exemple) tant que cela ne crée pas de gros trous. Attention toutefois, l'entretien des bords de certains cours d'eau est réalisé par la Province ou la Région.

Les lisières. En bordure de bois, les lisières feuillues bien étagées (hautes herbes, buissons, arbustes) et continues sont très intéressantes. Dans la mesure du possible et sans toutefois trop 'mordre' sur la surface exploitée, des lisières de ce type devraient être maintenues voire élargies en bordure de forêts.

Les vergers. L'entretien et la plantation de vergers hautes-tiges est très favorable, non seulement aux chauves-souris mais aussi à beaucoup d'oiseaux. Si ces vergers sont pâturés, c'est encore mieux : les déjections des animaux attireront des insectes qui pourront être capturés par les chauves-souris.

Méthodes agrienvironnementales ou autres mesures favorables aux petits rhinolophes

- MAE 1.a Haies et bandes boisées, 50 € / 200 m,
- MAE 1.b Arbres, arbustes ou buissons isolés, arbres fruitiers à haute-tige et bosquets, 25 € / 10 éléments,
- MAE 1.c Mares, 50 € / mare,
- prime Région wallonne à la plantation de haies, d'alignements d'arbres et de vergers hautes tiges.

2. Action sur la nourriture

De quoi a-t-il besoin ?

Le petit rhinolophe se nourrit principalement de papillons nocturnes, de diptères (tipules, mouches) et de chrysopes (petits

insectes verts et délicats). Il s'adapte assez bien aux différentes ressources locales en insectes et araignées et varie son régime au cours de l'année en fonction des proies les plus abondantes.

Mesures applicables en milieu agricole

Il est donc important de veiller à ce que des insectes soient disponibles en quantité et en qualité suffisante près des zones de chasse du petit rhinolophe. Ceci dépend de plusieurs choses (notamment l'affectation de la parcelle) mais passe en premier lieu par une utilisation minimale d'insecticides et autres produits phytosanitaires, que ce soit sur l'ensemble de la parcelle ou au moins sur une bande le long des cours d'eau, des forêts, des haies.

Les prairies. Etant donné qu'une bonne partie des proies du petit rhinolophe se développe dans le sol, ne pas labourer est un moyen facile de leur garantir un garde-manger suffisant. Les prairies permanentes, jamais ressemées et pas (trop) amendées, sont idéales. Là où ce n'est pas possible, il existe d'autres mesures intéressantes à mettre en place.

Certaines méthodes agrienvironnementales augmentent la production d'insectes :

- bandes de prairies extensives en bordure de cours d'eau (surtout s'il est bordé d'arbres),
- prairie naturelle ou de haute valeur biologique,
- faible charge en bétail,

La plantation d'une haie en bordure de forêt est aussi bénéfique. D'autres mesures non primables pourraient être ajoutées à cette liste : bande de prairie extensive en bordure de forêt, zone refuge, etc. D'une manière générale, une exploitation plus extensive des prairies, menant à une diversité de types et de structures de végétation est favorable au petit rhinolophe. C'est pourquoi on conseille une utilisation d'engrais chimiques limitée, des fauches pas trop fréquentes et une hauteur de fauche pas trop basse.

Dans les prairies pâturées, les antiparasitaires donnés aux animaux peuvent jouer un rôle négatif sur les insectes coprophages et la faune associée et, du coup, sur les chauves-souris qui s'en nourrissent. Une solution est d'éviter tant que possible les traitements rémanents, que ce soit en adaptant le produit utilisé (éviter entre autres les ivermectines), la voie d'administration (éviter le bolus intraruminal à libération prolongée) ou la date de traitement (traiter en hiver lorsque les animaux sont en étable semble une solution envisageable).



Petit Rhinolophe

Les cultures. Les cultures sont globalement assez défavorables aux petits rhinolophes (labour régulier, utilisation de pesticides et de fertilisants, végétation non propice aux insectes). Cependant, l'installation de zones non retournées en bordure de cours d'eau, de haie ou de forêt est intéressante (tournière, bande enherbée, bande fleurie, bande messicole, etc.) car cela favorise le développement d'insectes en bordure des zones de chasse du petit rhinolophe.

N'hésitez plus à donner un coup de main à la nature ! Les mesures mises en oeuvre pour les chauves-souris le sont aussi pour de nombreuses autres espèces ... En aidant le petit rhinolophe, vous contribuez à préserver la nature pour vos petits-enfants ...

PIERRETTE NYSSSEN, NATAGORA, AVEC LA PARTICIPATION DE DIDIER VIEUXTEMPS, FÉDÉRATION WALLONNE DE L'AGRICULTURE ET MARIE ETIENNE, NATAGORA

Pour plus d'informations

Vous gérez des terres aux alentours de Modave, de l'Abbaye d'Orval ou de Beauraing? Contactez-nous !

Natagora, asbl de Protection de la nature

Pierrette Nyssen et Marie Etienne
3, rue du Wisconsin – 5000 Namur
T. : 081 / 83.05.70

@ : plecotus@natagora.be
marie.etienne@natagora.be



AgriNature
Département de la Ruralité et des
Cours d'eau, DGARNE
Direction du Développement rural

Ilot Saint-Luc
14, chée de Louvain – 5000 Namur
Georges Bollen, Directeur
Marc Thirion – T. : 081 / 64.96.62
@ : marc.colette.thirion@spw.wallonie.be
Christian Mulders – T. : 081 / 94.96.60
@ : christian.mulders@spw.wallonie.be

MAE pouvant entrer dans ce cadre

- MAE 2 Prairie naturelle, 200 € / ha,
- MAE 3.b Bande de prairie extensive, 900 € / ha,
- MAE 8* Prairie de haute valeur biologique, 450 € / ha,
- MAE 3.a Tournière enherbée en bordure de culture, 900 € / ha,
- MAE 7 Maintien de faible charge en bétail, 100 € / ha,
- MAE 9* Bande de parcelle aménagée : bande fleurie, bande messicole, beetle bank, ..., 1.250 € / ha,
- vision plus globale de toute l'exploitation : MAE 10* Plan d'action agrienvironnemental, majoration des autres MAE mises en oeuvre.

* Méthodes ciblées, soumises à avis d'expert.



Photos : Chanvre wallon

Culture du de la théo

La filière chanvre industriel wallonne ouvre des perspectives nouvelles et prometteuses pour l'agriculture comme pour l'industrie, dans une philosophie de développement durable. La seule bonne volonté de quelques agriculteurs et de petites structures éphémères suffira-t-elle à 'transformer l'essai' ?

Aujourd'hui, plus personne ne doute des qualités de cette plante dans le domaine textile, la papeterie, la plasturgie, les panneaux isolants thermiques ou phoniques. Les fibres peuvent aussi être valorisées comme litière, comme paillage. A partir de celles-ci, il est également possible de produire de l'énergie. Elles entrent aussi dans la composition de matériaux de construction (combinaison chaux-chanvre). Quant aux graines, elles sont utilisées dans l'alimentation humaine ou animale. Les bienfaits de cette plante commencent d'ailleurs dès sa mise en culture. En effet, non seulement elle est écologique dans son utilisation comme produit fini mais elle a aussi un effet positif sur la pollution (piège à CO₂) pendant sa croissance. De plus sa culture ne demande pas de traitement chimique et elle absorbe de grandes quantités de nitrates.

Alors, pourquoi alors le chanvre ne rencontre-t-il pas chez nous le succès qu'il mérite ?

Parce que cette plante, aux vertus multiples, ne se soumet pas facilement aux desseins des producteurs et des transformateurs. Sa culture est extrêmement sensible aux conditions pédologiques et climatiques. Suivant les processus de fabrication/transformation auxquels on la destine, le stade de maturation optimale varie. Sa récolte ne va pas toujours de soi. En effet, le chanvre produit des fibres longues, ce qui nécessite un matériel de fauchage et de défibrage performant et approprié. Les techniques évoluent mais les développeurs répugnent à communiquer sur les évolutions techniques. Parce que le secteur chanvre semble être assez hermétique, quiconque veut mettre

en place une filière de production et de transformation doit se débrouiller seul. Cet écueil est loin d'être négligeable, chacun développant ses propres techniques de culture, de récolte et de transformation du chanvre que ce soit pour la fibre (chènevotte), ou pour la graine (chènevis). Ces difficultés ont cependant été résolues ou dépassées dans plusieurs pays – dont certains très proches, comme la France – au point d'arriver à des superficies cultivées respectables et au développement d'un secteur industriel fort.

Depuis un an, les choses commencent à bouger et à se structurer en Wallonie, essentiellement sous l'impulsion de deux acteurs, le *Groupeement d'Intérêt économique* (GIE) *Walchanvre* et l'asbl *Chanvre wallon*.¹

Deux études de faisabilité conduites l'une par le GIE et l'autre par l'asbl ont permis de préciser les conditions d'émergence et de réussite d'une filière chanvre. L'étude menée par le bureau *Stratellia* pour le compte du GIE, soutenue par le Ministre de l'Economie, a examiné la faisabilité de l'exploitation industrielle du chanvre. Ses résultats, assortis de recommandations précises à l'attention du gouvernement, ont été rendus publics fin mai. *Le Sillon belge* y a consacré un article, consultable sur le site de *Chanvre wallon*.

La seconde étude (*bureau PSPc*) pour le compte de *Chanvre wallon*, avec le soutien du Ministre de l'Agriculture, a exploré la faisabilité agricole de la réimplantation du chanvre². C'est celle qui intéresse le plus directement le monde agricole. Elle avait pour objet d'évaluer le potentiel de culture de chanvre en Région wallonne, de préciser les diverses valorisations possibles du chanvre et d'évaluer, pour chacune, les marchés potentiels. Sur tous ces points, il s'agissait d'apporter aux pouvoirs publics, au monde agricole et à son encadrement, un

¹ Le GIE vise le développement d'activités industrielles dans tout secteur pouvant utiliser le chanvre. L'asbl appuie le développement de la filière chanvre dans son ensemble.

² L'étude est consultable en ligne sur le site www.chanvrewallon.be.

chanvre

rie à la pratique

secteur végétal

29

La constitution des fibres est semblable à celles du lin. Par contre une différence importante avec ce dernier se situe au niveau du type de reproduction. Le chanvre est une plante que l'on retrouve à l'état naturel sous forme dioïque. La plante femelle est composée de fibres plus grossières et la plante mâle, de fibres plus fines. Ont été sélectionnées des variétés monoïques qui forment des fibres plus grossières que les fibres mâles.

Pour avoir les meilleures fibres possible, il faut récolter la plante:

- au début de la floraison (Keller, 2001) pour des variétés dioïques (chaque plante ne porte que des fleurs mâles-Staminées ou femelles-Pistillées),
- et en fin de floraison (fin août) pour les variétés monoïques.

éclairage déterminant quant aux conditions de participation des agriculteurs wallons à une filière de production, transformation, commercialisation de chanvre industriel. En voici quelques conclusions majeures : au niveau agricole, une production de chanvre en Wallonie est tout-à-fait envisageable. Elle est même particulièrement intéressante d'un point de vue agronomique et environnemental. Financièrement, elle n'est pas d'un rapport moindre que le lin ou le froment. En choisissant judicieusement la variété à implanter, la culture du chanvre est en outre possible dans toutes les régions. C'est uniquement au moment de la récolte qu'elle réclamera un savoir-faire, une organisation et un matériel particuliers.

Autre constatation, la multiplicité des débouchés possibles, parfois exclusifs les uns des autres, oblige à opérer des choix dès l'ensemencement.

Et, pour l'heure, c'est au niveau du développement des filières autour de produits précis que le bât blesse. Les critères de qualité sont encore en phase de définition, les unités de transformation inexistantes ou en phase de test.

Enfin, ce printemps, un pas symbolique important a été franchi : trente-cinq hectares de chanvre ont été semés par des agriculteurs wallons, une vingtaine en pro-

vince de Liège et une quinzaine en province de Luxembourg³. La production de cette superficie alimentera l'unité de transformation que la sprl *Chanvréco* est occupée à mettre en place. Ce chanvre sera utilisé en construction, dans un mélange chaux-chanvre. Voilà l'embryon de filière au pied du mur : même s'il ne s'agit que de petites superficies, tous les problèmes de récolte, stockage, transport, transformation se posent et devront être résolus.

D'autres débouchés que la construction sont également à l'étude. C'est ainsi que, à la demande de *Chanvre wallon*, le *Centre européen du Cheval de Mont-le-Soie* (Vielsalm) est occupé à mesurer scientifiquement les qualités du chanvre comme paillage pour les chevaux. Des contacts ont été pris par ailleurs avec un producteur du Grand-Duché de Luxembourg pour presser la graine de chanvre en huile alimentaire et l'embouteiller. Et ceci n'épuise pas la gamme des possibilités.

L'avenir du chanvre en Wallonie passe, en tout cas, immanquablement, par une politique d'investissement des pouvoirs publics. Cela signifie appui à l'encadrement de la production agricole, à la formation des acteurs de l'amont et de l'aval, à la recherche de débouchés et de solutions techniques aux problèmes de récolte et de défibrage, à la recherche et aux essais

scientifiques sur le chanvre, à la promotion des usages du chanvre, à la reconnaissance du chanvre comme matériau de construction et encouragement à l'utilisation de produits à base de chanvre, appui à la coordination des opérateurs de la filière, privés et publics.

JACQUES STÉVENNE,
DIRECTION DU REMEMBREMENT
BERNARD TOUSSAINT, THIERRY JOIE,
CHANVRE WALLON

La production européenne de chanvre (± 100.000 tonnes de paille en 2006-2007) est répartie entre quelques pays. La France en cultive plus de la moitié. Les autres pays producteurs sont notamment le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne et la Tchéquie. En 2008, la France a produit un peu plus de 50.000 tonnes de paille de chanvre. La production devrait augmenter de 40 % cette année. La *Chanvrière de l'Aube* (LCDA) est la plus importante structure industrielle. D'autres viennent s'y ajouter: *Agrofibre*, *Eurochanvre*, *Cavac*, *Agrochanvre*, *Terrachanvre*, sans compter les agriculteurs-transformateurs. En Wallonie une jeune société se développe, *Chanvréco* à Soheit-Tinlot. Des contrats de culture ont été conclus. Des essais agronomiques et scientifiques sont en cours, et l'industrie se montre intéressée, notamment les Groupes *Lhoist* et *Solvay*.



Pour plus d'informations

Chanvre wallon, asbl
1, Grand'rue
6800 Libramont
@ : info@chanvrewallon.be
<http://www.chanvrewallon.be>

³ A la demande, *Chanvre wallon* peut organiser une visite des parcelles situées en province de Luxembourg (prendre contact par e-mail : info@chanvrewallon.be).



Mouton à viande

Quelle rentabilité en RW ?

La récente analyse économique du secteur ovins à viande de la FICOW comble un grand vide... Des réponses à ceux qui renonçaient à cette production faute d'informations suffisantes.

L'élevage ovin ne manque pas d'atouts pour se développer dans nos régions. L'Union européenne ne produit que 85 % de ses besoins et la Belgique, malgré une très faible consommation de viande ovine (2 des 100 kg de viande consommés annuellement par habitant), à peine 15 % ... Cela signifie que, chaque année, l'équivalent d'un million de carcasses doivent être importées dans notre pays ! Côté technique, il peut valoriser une main-d'œuvre, des bâtiments et du matériel disponibles sur l'exploitation ainsi que des aliments qui y sont produits. Le pâturage mixte bovins-ovins permet aussi de tirer un meilleur parti des prairies. De plus, il jouit d'une excellente image.

Les éleveurs ovins sont très présents en Wallonie et sont au nombre de quelques cinq mille (à titre comparatif : douze mille éleveurs bovins – données 2006). Ce secteur ne représente pourtant qu'une très faible part dans l'économie agricole car 80 % des éleveurs pratiquent cette activité à titre de 'hobby' (maximum de dix femelles). Seuls 3 % d'entre eux (une centaine d'éleveurs) possèdent plus de cinquante femelles et pratiquent l'activité ovine à titre professionnel, complémentaire ou principal. Dans cette catégorie, une quinzaine d'élevages seulement ont plus de deux cent cinquante femelles et sont susceptibles d'occuper une unité de travail. Dans notre région, l'élevage ovin est presque exclusivement destiné à la production de viande d'agneau. On ne dénombre qu'une cinquantaine de producteurs de lait de brebis dont un quart environ à titre professionnel.

Cette structure est le résultat d'un manque historique de tradition ovine qui persiste encore de nos jours : méconnaissance de la spéculation et manque d'intérêt du monde agricole traditionnel. Cette situation a malheureusement des conséquences assez négatives pour

Indices techniques : superficies fourragères consacrées aux ovins (SFO), nombre de femelles (brebis + agnelles de renouvellement), charge (nombre de femelles par ha SFO), taux de réforme (mortalités incluses), % de femelles mises à la lutte, productivité (nombre d'agneaux produits) par femelle, consommation en fourrages (MS) et en concentré (brut) par femelle – Campagne 2006

| Mode d'élevage | | SFO En ha | Femelles / élevage | Charge / ha | Réforme | Femelles luttées | Production / femelle | Consommations (kg) / femelle | |
|--------------------------------|------|--------------|-----------------------|-------------|---------|---------------------|-------------------------|------------------------------|-----------|
| | | | | | | | | Fourrages | Concentré |
| Bergerie | Min. | 2 | 45 | 8.1 | 4 % | 61 % | 0.83 | 165 | 18 |
| | Moy. | 11 | 127 | 16.4 | 22 % | 88 % | 1.22 | 299 | 181 |
| | Max. | 29 | 236 | 37.7 | 38 % | 100 % | 1.69 | 503 | 278 |
| Herbage | Min. | 4 | 51 | 5.5 | 11 % | 79 % | 0.92 | 102 | 49 |
| | Moy. | 20 | 147 | 9.6 | 19 % | 92 % | 1.32 | 230 | 141 |
| | Max. | 43 | 403 | 13.1 | 35 % | 100 % | 2.08 | 410 | 218 |
| Mixte | Min. | 42 | 265 | 4.8 | 12 % | 72 % | 0.90 | 246 | 79 |
| | Moy. | 55 | 316 | 6.0 | 22 % | 75 % | 1.00 | 401 | 130 |
| | Max. | 78 | 377 | 6.7 | 32 % | 82 % | 1.09 | 556 | 158 |
| Réserves naturelles | Moy. | 134 | 445 | 3.3 | 12 % | 80 % | 0.73 | 194 | 51 |

Produit (ventes +/- variations d'inventaires et primes), charges payées (alimentaires directes + indirectes, sanitaires et autres) et marge en € par femelle présente (brebis + agnelles) – Campagne 2006

| Mode d'élevage | | Produit | | | Charges payées | | | | Marge | Primes / produit |
|--------------------------------|------|---------|--------|-------|----------------|------------|--------|-------|-------|---------------------|
| | | Ventes | Primes | Total | Alimentaires | Sanitaires | Autres | Total | | |
| Bergerie | Min. | 69 | 6 | 97 | 52 | 3 | 13 | 69 | -11 | 4 % |
| | Moy. | 124 | 29 | 153 | 71 | 8 | 34 | 113 | 41 | 19 % |
| | Max. | 210 | 78 | 239 | 84 | 16 | 89 | 170 | 87 | 46 % |
| Herbage | Min. | 79 | 0 | 114 | 36 | 2 | 10 | 50 | 48 | 0 % |
| | Moy. | 136 | 37 | 173 | 54 | 6 | 34 | 94 | 88 | 19 % |
| | Max. | 198 | 102 | 249 | 88 | 16 | 97 | 188 | 40 | 47 % |
| Mixte | Min. | 88 | 84 | 171 | 48 | 2 | 22 | 80 | 68 | 41 % |
| | Moy. | 104 | 86 | 190 | 69 | 4 | 25 | 99 | 91 | 46 % |
| | Max. | 122 | 90 | 207 | 85 | 6 | 27 | 113 | 111 | 49 % |
| Réserves naturelles | Moy. | 78 | 114 | 192 | 36 | 3 | 19 | 59 | 134 | 59 % |

Chiffres : FICOW

le secteur : prise en considération réduite aux niveaux politique, syndical, en matière de promotion et d'enseignement, manque de spécialisation vétérinaire, peu de matériels et de produits spécifiques, carence en filières commerciales organisées et en structures spécialisées (abattoir, atelier de découpe), ... Dans ces conditions, le secteur lutte difficilement contre la concurrence des produits d'importation (prix, quantité, uniformité et disponibilité).

La brochure publiée en mai 2009 par la FICOW présente les données technico-économiques détaillées de la campagne 2006

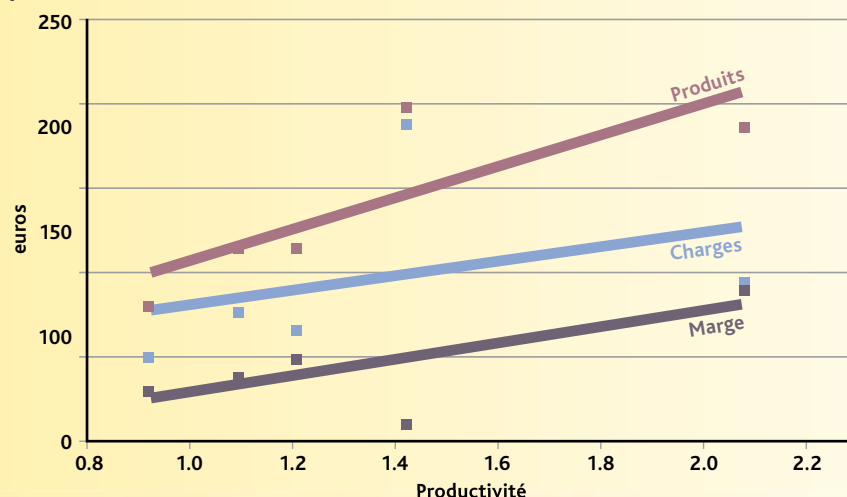
pour un échantillon de dix-huit élevages ovins wallons (quelque 3.500 femelles au total) qui produisent des agneaux de boucherie à titre complémentaire ou principal. Elle aborde également les tendances 2007 et 2008, années marquées par l'émergence de la fièvre catarrhale ovine (maladie de la langue bleue) et le renchérissement des matières premières. Un chapitre compare les résultats des élevages pratiquant l'agriculture biologique et traditionnelle. Un autre met en parallèle les résultats des élevages ovins wallons avec ceux de leurs homologues du Nord de la France, pays où la spéculation est mieux intégrée. La bro-

chure compare également la rentabilité de la spéculation ovine avec celle de l'élevage bovin allaitant régional et se penche sur la pratique peu répandue dans nos régions du pâturage mixte bovins-ovins, son intérêt et ses contraintes. Un glossaire détaillé permet de bien comprendre tous les termes techniques utilisés. Pour le respect de la confidentialité, seules sont présentées des moyennes avec, lorsque l'échantillon le permet, une indication de la variabilité des données recueillies autour de cette moyenne (minimum, maximum et coefficient de variation).

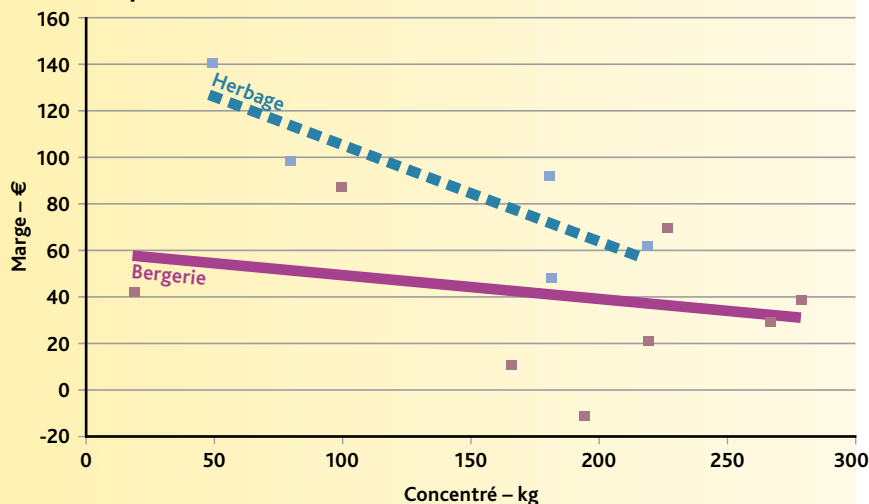
secteur animal

32

Produit et marge hors primes, charges (€) en fonction de la productivité par femelle. Mode 'HERBAGE'



Relation entre la marge (€) et la quantité totale (kg) de concentré consommé par femelle



Données : FICOW

La production d'agneaux se fait selon plusieurs schémas techniques qui ont été classés en *Bergerie* (essentiellement des naissances en automne et en hiver), *Herbage* (naissances au printemps et en été), *Mixte* (les deux modes, *Bergerie* et *Herbage*, présents sur la même exploitation) et *Réserves naturelles* (une partie importante du troupeau est affectée à la

gestion de réserves et se trouve donc dans des conditions plus difficiles). Chaque mode de production, avec ses spécificités et contraintes propres (périodes de production et contexte climatique, races appropriées, disponibilités en herbe, en fourrages et leurs caractéristiques, créneaux commerciaux, ...) a un impact sur les différents indices techniques envisagés

(charge à l'hectare, consommations alimentaires, performances de reproduction, ...) et a des répercussions évidentes sur les différents résultats comptables (produits, charges et marge). Les différents élevages ont donc été regroupés selon leur mode de production. Leurs résultats sont présentés séparément et exprimés à la femelle présente, à l'hectare ou à l'agneau produit. L'analyse des chiffres tente d'établir des relations entre les différents indices et résultats comptables et de dégager des règles de conduite pour une plus grande satisfaction de travail et une meilleure rentabilité.

Pour la grande majorité des indices techniques et économiques, les résultats témoignent d'une extrême variabilité entre élevages et ce, même pour un même mode de production (voir tableaux p. 31). Elle est la conséquence de nombreux facteurs tels que la technicité de l'éleveur, sa disponibilité et sa capacité à pouvoir s'adapter au contexte de production (notamment la gestion des aides), le potentiel de production des animaux, la conduite d'élevage, les créneaux commerciaux, le choix des fournisseurs (aliments, produits vétérinaires, ...). D'un point de vue technique, la rentabilité est toujours associée à la productivité (nombre d'agneaux produits / femelle) et à l'autonomie alimentaire (voir graphiques). La détention de races prolifiques, l'aptitude des agnelles à la lutte, l'existence de plusieurs périodes de lutte, l'intensification éventuelle de la reproduction sont autant d'objectifs à viser.

La diminution des coûts alimentaires implique la production de fourrages de qualité nécessitant parfois la rénovation de prairies, la recherche de mélanges et de techniques de récolte spécifiques et l'implantation de cultures fourragères permettant l'utilisation de mélanges fermiers moins coûteux que les aliments du commerce.

secteur animal



La comparaison avec la spéculation *Vache allaitante* – type *naiseur* montre que la marge (produit – charges payées), exprimée à l'UGB ou à l'hectare, est en moyenne légèrement plus élevée pour les éleveurs bovins et ce, grâce à l'impact de la prime 'Vache allaitante'. Cependant, la forte variabilité observée en spéculation ovine fait que certains éleveurs obtiennent une marge supérieure à celle d'éleveurs bovins. De plus, il n'est pas acquis que l'apparente meilleure rentabilité en bovins persiste si on intègre les charges fixes (revenu du travail). La spéculation bovine nécessite en effet des investissements plus élevés qui génèrent des remboursements supérieurs et rendent plus difficile la première installation.

Tout éleveur ovien déjà installé trouvera dans cette brochure une foule de données avec lesquelles il peut comparer ses résultats propres d'élevage et qui l'aideront à revoir éventuellement certains choix de gestion. Les profanes que la spéculation ovine pourrait tenter – agriculteurs ou néo-ruraux – y trouveront des éléments concrets d'aide à la décision.

Aux organismes d'encadrement, aux enseignants et formateurs, cette publication est susceptible d'apporter une meilleure connaissance de la spéculation ovine qui pourrait les inciter à la considérer comme une diversification possible. Enfin, les organismes de crédit et les services d'aide à l'investissement pourront s'en servir pour mieux appréhender les dossiers émanant du secteur concerné.

Les auteurs mettent cependant les candidats-éleveurs en garde : les ovins réclament une technicité au moins équivalente à celle des bovins et une main-d'oeuvre proportionnellement plus importante (pics de travail). L'écueil principal reste cependant celui de la commercialisation : les filières organisées sont au nombre de quelques unités seulement et les volumes qu'elles brassent sont marginaux. Les candidats doivent donc organiser leur commercialisation.

CHARLES DELMOTTE,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA VULGARISATION

L'élevage ovien viande en RW Analyses techniques et économiques

La direction du Développement et de la Vulgarisation et la *Fédération interprofessionnelle caprine et ovine wallonne* (FICOW) ont publié en mai dernier une brochure consacrée aux aspects technico-économiques de l'élevage ovien viande en Wallonie. Cet ouvrage a été réalisé avec la collaboration du CRA-W (section Systèmes agricoles) et du CETA ovien Namur-Luxembourg.



Brochure rédigée par
Charles DELMOTTE¹, Philippe VANDIEST²,
Emmanuel WINANCE¹
et Virginie DECRUYENAERE³

¹ Direction du Développement et de la Vulgarisation, DGARNE

² Fédération interprofessionnelle caprine et ovine wallonne ³ Centre wallon de Recherches agronomiques

La brochure est disponible gratuitement sur simple demande auprès des auteurs :

FICOW

47, chée de Namur
5030 Gembloux
F. : 081 / 60.04.46

@ : ficow@ficow.be

DGARNE, service extérieur de Ciney

12, rue des Champs Elysées

5590 Ciney

F. : 083 / 23.16.89

@ : charles.delmotte@spw.wallonie.be

Fusariose sur épi de maïs causé par *F. graminearum*

de mycotoxines. Or, la connaissance de la distribution des espèces de *Fusarium* présentes sur maïs en Wallonie, ainsi que de leur potentiel mycotoxinogène, est encore très lacunaire. Un projet de recherche, subventionné par la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement et mené par la Mycothèque de l'UCL (BCCM™/MUCL), vise l'étude de la dynamique des contaminations fongiques, de la biodiversité des *Fusarium* spp. et de leur production de mycotoxines sur plants de maïs au champ en Wallonie.

Etat de la fusariose sur maïs

En Belgique, plus de huit millions de tonnes de maïs sont annuellement récoltées sur 222.000 ha de terres agricoles, sous forme de maïs-fourrage et de maïs-grain. Cependant, la qualité des plants est souvent affectée par la fusariose. Plusieurs espèces de *Fusarium* sont en effet responsables de pertes de rendement au champ et leurs productions de mycotoxines peuvent causer de graves problèmes de santé aux animaux.

La fusariose du maïs est en fait le résultat de contaminations par différentes espèces de *Fusarium*. Les attaques sur épis sont causées par *F. graminearum*, *F. verticillioides* et *F. proliferatum* et celles sur tiges sont principalement propagées par *F. culmorum*, mais aussi par *F. graminearum*. A la diversité des espèces et à leur pathogénicité respective sur le maïs, se greffe leur capacité à produire des spectres différents de mycotoxines, pouvant participer à leur virulence et à leur agressivité vis-à-vis de la plante ou leur apporter un avantage compétitif sur d'autres micro-organismes (champignons, bactéries). Par

ailleurs, des quantités non négligeables de mycotoxines sont souvent retrouvées dans des ensilages au sein desquels aucune souche de *Fusarium* n'a pas pu être isolée. En effet, il est établi que les propriétés des ensilages (acidité, anaérobiose, t°) empêchent la croissance des espèces de *Fusarium* productrices de ces toxines. Ces mycotoxines sont donc produites au champ.

Une solution aux problèmes de rendement et de mycotoxines, dus à la fusariose, ne pourra être apportée que par la détermination des paramètres favorisant l'installation de ces champignons et leur production

Deux partenaires sont associés : le Centre agronomique de Recherches appliquées de la Province de Hainaut (CARAH) et le Centre indépendant de Promotion fourragère (CIPF).

Durant les saisons culturales 2005 à 2008, des essais en champs ont été mis en place dans cinq situations géographiques différentes, avec divers précédents culturaux et travaux du sol. Dans chaque essai, 180 plants provenant de trois variétés de maïs (très sensible, sensible ou tolérante à la fusariose) ont été échantillonnés à quatre stades de croissance différents (floraison, grain pâteux, 32 % MS et 38 % MS). Les épis, les soies et les bas de tige, organes sensibles, ont été prélevés pour les isollements fongiques. Les espèces de *Fusarium* ont été identifiées par le séquençage ADN de plusieurs gènes. Au moment de la récolte, des comptages de fusariose sur le bas de tige et les épis ont été effectués au champ et les teneurs de quatre mycotoxines (déoxynivalénol ou DON, zéaralénone ou ZEA, fumonisines et toxine T-2) de plants de maïs broyés ont été quantifiées en laboratoire.

Les espèces de *Fusarium* impliquées

Une collection importante de plus de 7.200 souches de *Fusarium* spp. a été générée et est préservée à la Mycothèque de l'UCL. Vingt-quatre espèces différentes ont été identifiées sur maïs, parmi lesquelles *F. graminearum*, *F. crookwellense*, *F. avenaceum*, *F. culmorum* et une espèce non décrite, *Fusarium* sp. sim. NRRL 25622, sont les plus fréquentes. Ces espèces sont détectées très tôt dans

Paramètres favorisant la fusariose

Les attaques de fusariose sont très variables suivant la saison culturale. La saison 2005 était caractérisée par beaucoup d'attaques sur les bas de tige, la saison 2006 par beaucoup d'attaques sur les épis et l'année 2007 présentait des taux de fusariose moyens, sur tiges et épis. Enfin, la fusariose a été très peu observée sur maïs en 2008. Différents paramètres influençant le développement de la fusariose ont été suivis lors des essais en champ :

■ **le travail du sol** : contrairement à ce qui est rapporté en culture de froment, le travail du sol n'a pas influencé le développement de fusariose dans les essais,

■ **le précédent cultural** : il influence significativement le taux de mycotoxines au stade récolte et le taux de fusariose sur les bas de tige mais il n'a pas d'effet sur le taux de fusariose des épis. Les taux les plus élevés se retrouvent dans les essais avec comme précédent une céréale, suivis de ceux en monoculture de maïs. Les essais les moins touchés sont ceux avec la chicorée ou la betterave comme précédents,

■ **la variété de maïs** : c'est un paramètre important. Les épis et les tiges de la variété tolérante sont moins sujets aux attaques de fusariose que les variétés sensibles. Le DON s'accumule avec des taux plus élevés dans une variété de maïs sensible. La variété la plus sensible sur l'essai avec une céréale comme précédent a montré des taux de mycotoxines et de fusarioses records par rapport aux autres essais.

D'autres paramètres sont actuellement en cours d'analyse, incluant notamment les données climatiques et la présence de *Fusarium* spp. au stade floraison (stade critique durant lequel la sporulation massive

du champignon et l'émergence des soies coïncident sous conditions climatiques favorables).

Les teneurs en mycotoxines

Les analyses de mycotoxines révèlent la présence récurrente de deux toxines sur les quatre étudiées pour les saisons 2005 à 2007, à savoir le DON et la ZEA. Sur tous les broyats de parcelles destinés à l'ensilage, les taux de DON et ZEA restent sous les teneurs maximales tolérées en alimentation animale. Quelques échantillons de la saison 2007 ont également été contaminés par la toxine T-2. Les fumonisines sont absentes, malgré la présence d'espèces de *Fusarium* productrices de cette mycotoxine (*F. verticillioides* et *F. proliferatum*). Des études de caractérisation du pouvoir phytopathogène et mycotoxinogénique de certaines espèces de *Fusarium* sont en cours à la Mycothèque de l'UCL. Elles permettront une meilleure compréhension de la relation entre les espèces impliquées dans le complexe fusarien et leur production de mycotoxines.

JONATHAN SCAUFLAIRE, FRANÇOISE MUNAUT,
BCCM™/MUCL

Les références scientifiques relatives à ces travaux de recherche peuvent être obtenues auprès de Jonathan Scaufilaire, jonathan.scaufilaire@uclouvain.be

Pour plus d'informations

Mycothèque de l'Université catholique de Louvain, BCCM™/MUCL

Françoise Munaut, Jonathan Scaufilaire, Mélanie Gourgue

3/6, place Croix du Sud – 1348 Louvain-la-Neuve
T. : 010 / 47.39.56

Centre agronomique de Recherches appliquées de la Province de Hainaut, CARAH

Olivier Mahieu, Julien Louvieux, Marc Cuignet
11, rue Paul Pastur – 7800 Ath

Centre indépendant de Promotion fourragère, CIPF

Guy Foucart, Fabien Renard, Michaël Mary
2/11, Croix du Sud – 1348 Louvain-la-Neuve

en Wallonie

les essais (stade floraison) et leur diversité tend à diminuer au cours de la saison. Durant chaque saison culturale, *F. graminearum*, *F. crookwellense* et *F. culmorum* sont de plus en plus détectés sur les plants, contrairement à *F. avenaceum* dont la fréquence diminue sur maïs. Chaque partie de la plante semble être contaminée par un spectre de *Fusarium* spp. différent. En effet, *F. crookwellense*, *Fusarium* sp. sim. NRRL 25622, *F. culmorum* et *F. equiseti* se développent principalement sur les bas de tige, alors que *F. reticulatum*, *F. poae* et *F. avenaceum* sont observés sur les épis et les soies. Néanmoins, l'espèce majoritaire *F. graminearum* est détectée sur toutes les parties du maïs.

Macroconidies (spores) de *Fusarium culmorum*



Fusariotoxines et froment d'hiver conclusions d'une étude entre 2001 et 2008

36

Les mycotoxines sont des produits du métabolisme secondaire de moisissures pouvant se développer sur les plantes, soit au champ soit au cours du stockage. Ces contaminants naturels qui sont le plus souvent thermostables présentent une toxicité à très faible dose et risquent de se retrouver dans des produits destinés à l'alimentation humaine et animale. Parmi les moisissures capables de produire des mycotoxines, les champignons du genre *Fusarium* constituent un groupe important, notamment en culture de céréales. Ils se développent au champ en s'attaquant notamment aux épis. En 2006, une réglementation européenne est entrée en vigueur, fixant des **teneurs maximales autorisées** pour certaines mycotoxines de *Fusarium* (appelées *fusariotoxines*) dans les grains destinés à l'alimentation humaine¹. Une recommandation européenne a par ailleurs été publiée en août 2007 pour une teneur maximale recommandée dans les grains destinés à l'alimentation animale².

Les travaux réalisés au CRA-W : L'acquisition de données en Wallonie

Depuis 2001, des travaux sont entrepris au laboratoire de mycologie du Centre de



Dosage du déoxynivalénol par ELISA.

Recherches agronomiques de Gembloux pour évaluer l'importance des contaminations en déoxynivalénol (DON), la principale fusariotoxine associée à la fusariose de l'épi, en culture de froment d'hiver. Chaque année, quelques jours avant la récolte, des épis sont collectés dans des parcelles d'agriculteurs réparties dans toute la zone de culture céréalière. Elles sont choisies pour représenter divers précédents culturels et variétés. Les grains sont séchés, broyés et analysés par test ELISA (*Enzyme-Linked-ImmunoSorbent Assay*).

Les résultats accumulés depuis 2001 montrent que c'est avant tout le facteur année, et donc les conditions météorologiques ayant prévalu durant la culture de la céréale (depuis la floraison), qui conditionnent le risque de contamination en DON (voir tableau ci-dessous).

Au cours de ces deux dernières années (2007 et 2008), un nombre relativement important de lots de grains présentaient un taux de DON supérieur à la teneur maximale autorisée de 1.250 µg/kg pour les grains destinés à l'alimentation humaine³. En parallèle aux travaux de surveillance DON, des travaux sont aussi entrepris pour identifier les principales espèces de *Fusarium* retrouvées sur les grains. Des grains provenant des mêmes lots que ceux qui sont analysés pour leur teneur en DON sont placés sur milieu de culture et la flore fongique est identifiée par analyse microbiologique. Des tests complémentaires faisant appel à la biologie moléculaire sont aussi réalisés soit pour confirmer les analyses microbiologiques, soit pour aller plus loin dans la caractérisation des isolats (détermination des chémotypes au sein d'une espèce donnée).

Les résultats montrent une prédominance de *Fusarium graminearum* (espèce productrice de DON) et, dans une moindre mesure, de *F. avenaceum* (espèce productrice de moniliformine et de beauvericine, deux mycotoxines non réglementées) dans les échantillons (voir figure haut de la p. 37). La surveillance des populations de *Fusarium* permet d'une part d'évaluer le risque de contamination des récoltes par d'autres mycotoxines que le DON (moniliformine, nivalénol, toxines T2/HT2 par exemple) et d'orienter les travaux de recherche vers ces mycotoxines particulières s'il s'avère que les espèces qui les produisent se retrouvent en quantité

Résultat des surveillances du taux de DON effectuées en Wallonie entre 2001 et 2008 en culture de froment d'hiver

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-----------------------|------|-------|-------|-------|------|------|-------|-------|
| Nombre d'échantillons | 67 | 66 | 184 | 112 | 104 | 115 | 67 | 51 |
| Moyenne (ppb) | <LOD | 620 | 270 | 200 | <LOD | 115 | 1.350 | 826 |
| Médiane (ppb) | <LOD | 400 | <LOD | <LOD | <LOD | 113 | 870 | 450 |
| Maximum (ppb) | 400 | 2.850 | 2.750 | 2.500 | 190 | 680 | 5.610 | 4.790 |
| Incidence (%) | 8,4 | 74,7 | 51 | 35 | 8,6 | 65 | 100 | 92 |
| > 1.250 ppb (%) | 0 | 18 | 5 | 1,8 | 0 | 0 | 36 | 20 |

LOD = limite de détection du test (110 ppb)

Données : CRA-W, laboratoire de Mycologie.

¹ Règlement (CE) n° 1881/2006 de la Commission portant fixation de teneurs maximales autorisées pour certains contaminants dans les denrées alimentaires.

² Recommandation de la Commission du 17 Août 2006 concernant la présence de déoxynivalénol, de zéaralénone, d'ochratoxine A, des toxines T2 et HT2 et de fumonisines dans les produits destinés à l'alimentation animale (2006/576/CE).

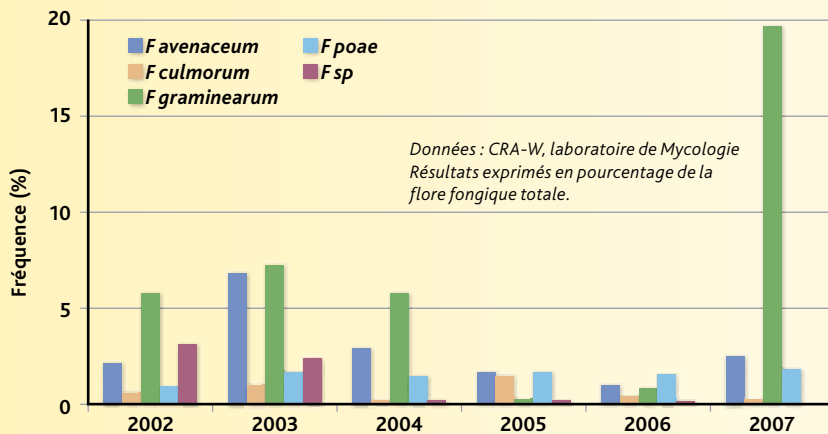
³ Voir règlement (CE) n° 1881/2006.

menée en Wallonie



Symptômes de fusariose de l'épi en froment d'hiver.

Principales espèces de *Fusarium* retrouvées sur des grains de froment d'hiver en Wallonie (surveillance 2002–2007).



importante sur les grains. Elle permet aussi de mettre en évidence des modifications d'équilibre des populations de *Fusarium*, modifications qui pourraient s'expliquer par des pratiques culturales particulières.

L'aide à la filière : de l'agriculteur au consommateur en passant par les stockeurs

Le but d'une étude telle que celle qui est menée au CRA-W est de pouvoir fournir de l'information aux décideurs politiques en vue de faire évoluer les réglementations en matière de mycotoxines (protection du consommateur). Mais c'est aussi de pouvoir aider les acteurs de la filière céréales, depuis l'agriculteur jusqu'au négociant, à mieux gérer la problématique.

Dans le cadre des enquêtes réalisées pour déterminer le taux de DON de lots de grains, des informations ont été collectées sur les pratiques culturales utilisées en Wallonie (depuis 2003). Ces informations ont été utilisées pour proposer des conseils aux agriculteurs pour limiter le risque de contamination en DON des récoltes. A cet égard, l'étude a montré que le précédent maïs fourrage non labouré était sans conteste la combinaison culturale la plus à risque. Par contre, s'il y a labour, le précédent maïs fourrage n'est pas plus dangereux qu'un autre précédent cultural (voir figure ci-dessous). Cette observation a son importance car le maïs fourrage constitue l'un des principaux précédents du blé tendre en Wallonie et le choix du maïs fourrage dans la rotation se justifie pour d'autres raisons (tête de rota-

tion, culture désherbante, culture facile et économiquement rentable).

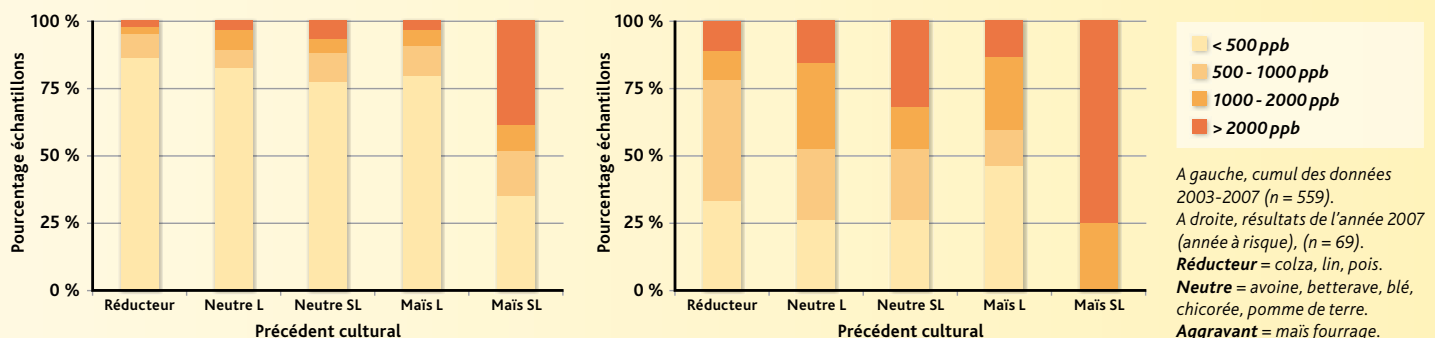
Pour aider le négociant, le laboratoire s'est orienté vers la mise en place d'un **système d'alerte avant récolte** permettant d'identifier le niveau de risque annuel (faible, moyen ou élevé) et, en cas de risque élevé, d'envisager une analyse administrative de la parcelle pour éviter des mélanges de lots conformes et de lots contaminés dans les silos.

La méthode a été testée en 2007 et 2008 : elle s'est révélée plus efficace que d'autres méthodes proposées pour prédire le risque de DON.

Le dosage de DON : une aide à l'auto-contrôle

Outre ses activités de recherche, le laboratoire a aussi accrédité le test de détection du DON par ELISA selon la norme ISO17025 (certificat d'accréditation Bêlac obtenu en avril 2008) pour permettre aux négociants, stockeurs et transformateurs en céréales d'effectuer des analyses à un coût relativement faible par rapport aux méthodes analytiques. Ce test répond à un besoin des organismes stockeurs qui, depuis le 1^{er} janvier 2005, doivent instaurer un système d'autocontrôle⁴ basé sur l'HACCP.

Influence du précédent cultural et du travail du sol (L = labour; SL = sans labour) sur le taux de DON (ppb).



⁴ Arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire (Moniteur belge du 12.12.2003, 59076 – 59086).

Plus d'informations

Centre wallon de Recherches agronomiques
 Anne Chandelier
 T. : 081 / 62.03.20
 @ : chandelier@cra.wallonie.be
 http://www.cra.wallonie.be

L'élevage et la viande de porc à l'honneur !

38

Deux campagnes de communication ont été récemment lancées qui concernent, d'une part, la viande de porc et ses qualités et, d'autre part, l'élevage de porcs tel qu'il est pratiqué par les acteurs régionaux. Ces campagnes constituent l'aboutissement d'une réflexion entreprise de concert avec l'Apaq-W par le groupe de travail Communication de la *Filière porcine wallonne* (FPW).



'La viande de porc, j'adore !'

Après avoir mené une première campagne sur la viande en mai 2007, la FPW et ses membres ont jugé opportun de la reconduire afin de s'assurer de la mémorisation du message par les consommateurs.

La campagne « *La viande de porc, j'adore !* » est donc reconduite selon le même concept : en 2007, cette campagne avait été organisée durant une période de météo clémente, de nature à susciter l'entrain des consommateurs pour les barbecues dont la viande de porc constitue un ingrédient incontournable. Elle se traduit en 2009 par la diffusion de spots radio, l'insertion de publiereportages dans la presse destinée aux principaux responsables d'achats, la mise à disposition d'un

folder de vulgarisation des qualités de la viande de porc dans la distribution et la publication par l'Apaq-W d'un recueil de recettes de viande de porc.

'Copains comme cochons !'

De manière distincte mais lancée au même moment, une campagne sur l'élevage porcin voit également le jour cette année. Celle-ci vise un double objectif : rendre plus visible la production porcine présente en Wallonie et réconcilier le monde rural avec cette spéculation présente dans notre région, source de revenu pour l'agriculture.

'*Copains comme cochon !*' consistera en la pose de panneaux dans des exploitations porcines qui se sont engagées dans des

filières wallonnes de production de viande de qualité différenciée. Le slogan de ces panneaux ainsi que le visuel vise à interpeller le lecteur et à engager le dialogue.

Trois mots pour trois aspects

Bien que l'élevage porcin soit souvent attaqué, les producteurs ont fait évoluer leurs outils de production vers plus de technicité, de qualité et de sécurité dans l'exploitation, mais aussi dans le produit fini que le consommateur pourra savourer dans son assiette.

Les trois mots : environnement, qualité et bien-être repris sur le panneau constituent une amorce à la réflexion que tout un chacun pourra avoir sur la production porcine telle qu'elle est pratiquée et qui pourrait permettre de briser quelques préjugés. Enfin, en support à ces panneaux, des fiches techniques abordant les efforts consentis par les producteurs et des fiches de présentation d'exploitations familiales seront publiées et rendues disponibles en téléchargement sur le site Internet www.fpw.be.

Pour plus d'informations

Filière porcine wallonne
Pierre Maquet
T. : 081 / 62.69.92
@ : fpw@cra.wallonie.be
www.fpw.be

Brèves du livre

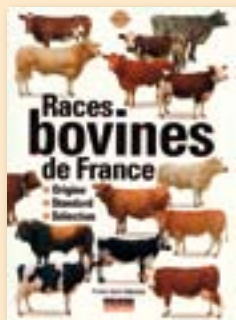
DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



Les tracteurs de A à Z (E/P/A – Hachette Livre, Paris, mai 2008, 240p.)

Le tracteur est l'âme de nos campagnes, le témoin privilégié de l'évolution de l'agriculture. Outil de travail par excellence de tout agriculteur, symbole du monde rural et de ses exploitations, c'est un véhicule mythique. Cet ouvrage retrace l'évolution palpitante du monde rural à travers plus de septante modèles de tracteurs les plus emblématiques, détaillés, richement illustrés, classés par marque et par ordre alphabétique. Chaque modèle est en effet l'occasion de raconter l'histoire d'une marque, *Axion, Babiole, Deutz, Ford, John Deere, Massey Fergusson, Renault* et bien d'autres, et de se plonger dans les prouesses techniques du machinisme agricole au cours de la fin du XIX^e et du XX^e siècle.



Races bovines de France : Origine – Standard – Sélection (DERVILLÉ, PATIN & AVON, Guides France Agricole, Paris, févr. 2009, 269p.)

Dans chaque région, des milliers d'agriculteurs consacrent une part importante de leur activité à l'élevage bovin et, pour tous les consommateurs, les produits issus de cette production figurent dans nos menus. Ce livre classe les races bovines françaises en trois catégories de production : les races laitières, les races allaitantes (ou races 'à viande') et les races dites 'à très petits effectifs'. Pour mieux les connaître, l'ouvrage présente à l'aide de nombreuses photos, un inventaire exhaustif des quarante-deux races homologuées en France. Pour chaque race, une fiche présente son origine, son histoire, sa dynamique, son standard et ses performances.



FCO – La fièvre catarrhale ovine : Histoire – Signes cliniques – Prévention (GOURREAU J.M. (Coord.), Guides France Agricole, Paris, février 2009, 185p.)

Devant l'ampleur de son extension, la FCO (fièvre catarrhale ovine) suscite de nombreuses interrogations. Combien existe-t-il de souches de virus? Comment se développe la maladie? Peut-on identifier les symptômes facilement? Quels sont les risques à long terme? Où en est la recherche sur le sujet?... À partir de leurs derniers travaux, des professionnels de l'enseignement vétérinaire, des chercheurs et des praticiens font le point sur le développement de la maladie virale et, à l'aide de nombreuses photos, détaillent les méthodes du diagnostic clinique et différentiel. Non transmissible à l'homme, le développement de la maladie a une incidence économique parfois importante par la morbidité, la mortalité, les pertes de production et les restrictions réglementaires qu'elle occasionne.



Le scandale de l'agriculture folle : Reconstruire la politique agricole européenne (POCHON A., Éditions du Rocher, février 2009, 165p.)

Initialement bâtie pour protéger le marché agricole européen et en assurer la compétitivité, la *Politique agricole commune* (PAC) est devenue au fil des décennies un enjeu politique complexe et coûteux. Si la PAC coûte cher au contribuable, elle profite surtout à une minorité d'agriculteurs qui bénéficie de primes colossales, censées compenser la baisse des prix. À l'heure où la crise économique alimentaire et environnementale remet en cause notre modèle agricole, ce livre permet de décoder les enjeux de la nouvelle PAC. Enrichi de résultats scientifiques et de l'expérience personnelle de l'auteur, il démontre qu'il est possible de cultiver autrement, de nourrir les hommes tout en garantissant un revenu décent aux paysans et en protégeant l'environnement. Il se veut la preuve que développement économique et écologie sont compatibles. Mieux, les deux sont indissociables pour nous assurer un avenir durable.

Plus d'informations

Bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66

@ : daniel.lanteir@spw.wallonie.be

Editeur responsable :
Claude Delbeuck
14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Les Nouvelles de l'été
3^e trimestre 2009
Trimestriel édité par la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
Ilot Saint-Luc
14, ch. de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.94.11
@ : dga@mrw.wallonie.be
http://agriculture.wallonie.be

Comité de rédaction des Nouvelles :
Mmes Véronique Binet, Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard, MM Josi Flaba, Gaëtan Fripiat, Hervé Hulet, Daniel Lanteir, Jean-Luc Matthieu, Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne, Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

Conception graphique et édition :
Twogether & Partners
Production et réalisation, coordination générale :
Anne-Françoise Piérard
Relecture : Véronique Renaux
Transposition en langue allemande :
Irmgard Drese (Amel)

Photo de couverture :
Patrick Acken

Ont collaboré à cette 52^e édition :
Daniel Bodson, Jean-Marie Bouquiaux, Anne Chandelier, Charles Delmotte, Marie Etienne, Thierry Joie, Francis Lambot, Martine Leroux, Françoise Munaut, Pierrette Nyssen, Jonathan Scaufflaire, Marc Thirion, Bernard Toussaint, Eric Toussaint, Didier Vieuxtemps.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur

Performances et rentabilité en agriculture wallonne

Coll. *Les Livrets de l'Agriculture*, n° 18



JEAN-MARIE BOUQUIAUX,
LUC VANORLE,
RÉGINE DANIEL,
MARIE-HÉLÈNE BURON,
NICOLAS DELILLE,

Une série de repères
chiffrés permettant à
chacun de se positionner
et d'estimer la marge de
progrès dont il dispose
en culture de froment
d'hiver, d'escourgeon,

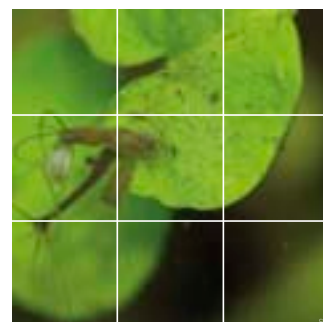
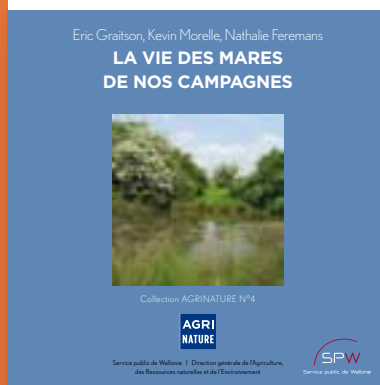
d'épeautre, de pommes de terre, de betterave sucrière et
en productions bovines.

- D'abord, la marge brute moyenne du produit principal par hectare (valeur de la production moins les charges directes) est donnée selon les régions agricoles les mieux représentées et pour la RW (moyenne pondérée). La variation de la marge brute moyenne selon les classes de performance est fournie en comparant la moyenne du groupe de tête (meilleures marges brutes) à celle du groupe de queue (moins bonnes marges brutes).
- Ensuite, on détaille les principales composantes de la marge brute selon le même schéma. La valeur de la production résulte de la combinaison du rendement à l'hectare et de la valorisation (le prix) unitaire du produit principal. Les charges directes sont les charges résultant de la décision de produire, principalement les plants et semences, engrais, produits de lutte, aliments du bétail, frais vétérinaires.
- Chaque composante est présentée afin que chacun puisse se comparer aux résultats des correspondants du réseau comptable de la DGARNE (direction de l'Analyse économique agricole).
- Enfin, les relations entre la marge brute et le rendement, entre la marge brute et le prix reçu et entre le rendement et le montant des charges opérationnelles sont mises en évidence. Ces représentations montrent la grande variabilité observée entre exploitations et permettent d'estimer la marge de progrès réalisable.



La Vie des mares de nos campagnes

Sortie du 4^e numéro de la collection *AgriNature*



KÉVIN MORELLE, ERIC GRAITSON, NATHALIE FEREMANS,
La Vie des mares de nos campagnes

Pour mieux connaître ces micromilieus d'une richesse peu commune qui émaillent le territoire agricole de Wallonie

Le quatrième numéro de la collection *AgriNature*, consacré aux mares, vient de sortir et présente leur histoire en Région wallonne, les raisons de leur apparition, de leur déclin, de leur concentration étonnante dans certaines zones où elles sont aujourd'hui encore souvent rencontrées, le pays de Herve, le Hainaut occidental, le Condroz ou la Lorraine belge.

Une large part de ce carnet est réservée aux multiples variétés et espèces animales et végétales qui s'y développent ou y trouvent de quoi vivre. C'est cette biodiversité rare qui conduit des agriculteurs wallons à en restaurer, à en recréer. Les auteurs sont allés à leur rencontre. Ils témoignent.

Les aspects techniques et réglementaires de la création, de la restauration et de l'entretien des mares seront traités dans un prochain numéro de la collection *AgriNature*.

Madame – Monsieur :

Agricultrice – agriculteur oui ☐ non ☐

Adresse :

T. : @ :

☐ souhaite recevoir le n° 4 de la collection *AgriNature*, *La Vie des mares de nos campagnes*

☐ souhaite s'abonner à la collection *AgriNature*

☐ souhaite recevoir le n° 18 des *Livrets de l'Agriculture*, *Performances et rentabilité en agriculture wallonne*

Bulletin à renvoyer :

**Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – bibliothèque –
14, chaussée de Louvain – 5000 Namur.**